



AUTOMNE / ÉTÉ 2022

# Réconciliation et examen de conscience: Contestations sur le passé du Canada et tracer la voie de son avenir



RANDY BOSWELL  
STEVEN HIGH  
NICOLE LEE & ASHLEY WILKINSON

JACK JEDWAB  
PATRICE DUTIL  
SABRINA MOISAN & JEAN-PHILIPPE WARREN

ALBERT DUMONT  
DAVID NEWHOUSE  
CLAUDETTE COMMANDA

DUNCAN MCCUE  
NIIGANWIEWIDAM JAMES SINCLAIR



# TABLE DES MATIÈRES

---

## 3 INTRODUCTION

Randy Boswell

---

### SECTION I

## 7 LE TRAVAUX DE CLIO : LES ACTIVISTES, LES PROFESSIONNELS AUTHENTIQUES ET LE DÉBAT SUR LA RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE AU CANADA

Steven High

## 13 LE DÉBUT D'UNE ÈRE : RÉFLEXIONS SUR LE MOUVEMENT #CANCELCANADADAY DANS LE CADRE DU NORD-OUEST DE L'ONTARIO

Nicole Lee et Ashley Wilkinson

## 19 LA MAJORITÉ DES CANADIENS IGNORENT LA SIGNIFICATION DE LA DÉCOLONISATION ET DU COLONIALISME DE PEUPEMENT : EST-CE IMPORTANT ?

Jack Jedwab

## 26 LES SIX DÉCÈS DE SIR JOHN A. MACDONALD

Patrice Dutil

## 32 DE QUELQUES OBSTACLES À LA MULTIPERSPECTIVITÉ : L'HISTOIRE ET LES PERSPECTIVES AUTOCHTONES DANS L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE AU QUÉBEC

Sabrina Moisan et Jean-Philippe Warren

---

---

## SECTION II

## 39 CE QUE L'ON NOUS A ENSEIGNÉ DANS NOS LIVRES D'HISTOIRE NE CORRESPOND PAS À LA RÉALITÉ

Albert Dumont

## 43 COMMENT VIVRE ENSEMBLE ICI, SUR CETTE TERRE, À CETTE ÉPOQUE ?

David Newhouse

## 48 ON NE PEUT EFFACER L'HISTOIRE, ON EN TIRE DES LEÇONS

Claudette Commanda

## 52 A QUI APPARTIENT L'HISTOIRE QUE NOUS COMMÉMORONS DANS LES ESPACES PUBLICS ?

Duncan McCue

## 58 L'HISTOIRE N'EST PAS OBJECTIVE — ELLE NE L'A JAMAIS ÉTÉ ET NE LE SERA JAMAIS

Niigaanwewidam James Sinclair

THÈMES CANADIENS EST PUBLIÉ PAR



Patrimoine  
canadien

Canadian  
Heritage

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES CANADIENNES  
Élu le 23 novembre 2019

**DR. JULIE PERRONE**

Présidente du Conseil d'administration, Directrice, Communications  
& Marketing, Finance Montréal, Montréal, Québec

**CELINE COOPER**

Rédactrice, L'Encyclopédie canadienne, Professeure,  
Université Concordia, Montréal, Québec

**HUBERT LUSSIER**

Ancien sous-ministre adjoint, Patrimoine Canadien,  
Ottawa, Ontario

**JANE BADETS**

Ancienne statisticienne en chef adjointe, Statistique Canada,  
Ottawa, Ontario

**GISÈLE YASMEEN**

Directrice exécutive, Réseau pour une alimentation durable,  
Montréal, Québec

**PROFESSEUR HOWARD RAMOS**

Université Dalhousie, Halifax, Nouvelle-Écosse

**L'HONORABLE MARLENE JENNINGS**

C.P., LL.B., Avocate, Montréal, Québec

**MADLINE ZINIAK**

Consultante, Présidente, Canadian Ethnic Media Association,  
Toronto, Ontario

**PROFESSEUR CHEDLY BELKHODJA**

Université Concordia, Montréal, Québec

**JEAN TEILLET**

Associée, Pape Salter Teillet LLP, Vancouver, Colombie-Britannique

**PROFESSEURE JOANNA ANNEKE RUMMENS**

Université Ryerson, Toronto, Ontario

*Thèmes canadiens* est une publication semestrielle de l'Association d'études canadiennes (AEC). Les collaborateurs et collaboratrices de *Thèmes canadiens* sont entièrement responsables des idées et opinions exprimées dans leurs articles. L'Association d'études canadiennes est un organisme pancanadien à but non lucratif dont l'objet est de promouvoir l'enseignement, la recherche et les publications sur le Canada.

*Thèmes canadiens* bénéficie de l'appui financier du Gouvernement du Canada par le biais du Fonds pour l'histoire du Canada du ministère du Patrimoine canadien pour ce projet.

---

## COURRIER

Des commentaires sur ce numéro ?  
Écrivez-nous à *Thèmes canadiens*:

*Thèmes canadiens* / AEC  
850-1980, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal, Québec H3H 1E8

Ou par courriel à <miriam.taylor@acs-aec.ca>

 @CANADIANSTUDIES

---

## EN COUVERTURE

*The Teachings They Carry* de Jared Tait



JACK JEDWAB  
Éditeur

RANDY BOSWELL  
Rédacteur invité

MIRIAM TAYLOR  
Rédactrice en chef

MIRIAM TAYLOR  
Traductrice

CAMILAHGO. STUDIO CRÉATIF  
Design et mise en page

## INTRODUCTION

# LE PASSÉ — CONTESTÉ ET CONTROVERSÉ — CONTINUE DE FAÇONNER NOTRE PRÉSENT ET NOTRE AVENIR

RANDY BOSWELL

---

Randy Boswell est Professeur agrégé de journalisme à l'Université Carleton et ancien journaliste et rédacteur en chef de l'*Ottawa Citizen*. Il a également été rédacteur national pour *Postmedia News*, où il s'est spécialisé dans les articles sur la politique, l'histoire et la culture canadienne. Il continue d'écrire fréquemment sur ces sujets dans diverses publications canadiennes et a été le rédacteur invité de plusieurs éditions précédentes de *Canadian Issues / Thèmes Canadiens* consacrées à l'histoire. M. Boswell a publié des articles universitaires sur certains aspects de l'histoire environnementale du Canada et sur une ancienne sépulture autochtone située de l'autre côté de la rivière des Outaouais, sur la colline du Parlement, qui a permis de mieux comprendre l'occupation durable de la capitale nationale par les Premières nations. Une chronique qu'il a écrite en décembre 2020 a incité la ville d'Ottawa à renommer le pont Prince-de-Galles, qui enjambe la rivière des Outaouais, le pont Chief William Commanda, pour honorer la mémoire d'un chef Algonquin vénéré de la région d'Ottawa.

L'étincelle qui a inspiré cette édition spéciale de *Canadian Issues / Thèmes Canadiens* a été la controverse qui a suivi la publication d'une déclaration du conseil d'administration de la Société Historique du Canada, à l'occasion de la fête du Canada de 2021, annonçant formellement que «la longue histoire de violence et de dépossession qu'ont connue les peuples autochtones dans ce qui est aujourd'hui le Canada» devrait être qualifiée de génocide.

«Nous reconnaissons que les historiens, dans le passé, ont souvent été réticents à reconnaître cette histoire comme un génocide», a souligné la SHC dans sa déclaration, qui représente 650 historiens professionnels au Canada. «En tant que profession, les historiens ont donc contribué de façon durable et tangible au refus des canadiens de s'attaquer à l'histoire de la colonisation et de la dépossession de ce pays. Notre incapacité, en tant que société,

à reconnaître cette histoire pour ce qu'elle est, et les façons dont elle se perpétue dans le présent, a servi à perpétuer la violence. Il est temps pour nous de briser ce cycle historique. Nous encourageons les Canadiens à reconnaître cette histoire pour ce qu'elle est : un génocide.»

La déclaration de la SHC a été publiée dans les mois qui ont suivi la découverte de centaines de sépultures d'enfants non identifiées dans d'anciens pensionnats du Canada. Mais certains universitaires canadiens étaient — et sont toujours — en profond désaccord avec la déclaration de l'association. Un certain nombre d'entre eux ont publié une lettre ouverte dans laquelle ils reconnaissent que la découverte de ces tombes est une « preuve tragique » de la tentative du gouvernement canadien visant l'assimilation des enfants indigènes dans la société en général. Ils ont toutefois rejeté l'affirmation de la SHC selon laquelle il existe un « large consensus au sein de la communauté universitaire » pour considérer cette histoire comme un génocide. Ils ont également fait valoir que la SHC ne devrait pas publier de déclarations « à l'appui d'une interprétation particulière de l'histoire », ajoutant qu'en « insistant sur le fait qu'il n'existe qu'une seule interprétation valable, la direction actuelle de la SHC a fondamentalement enfreint les normes et les attentes de la communauté universitaire professionnelle. »

Juste avant le tollé suscité par la déclaration de la SHC au cours de l'été 2021, la députée du NPD Leah Gazan — membre de la nation Wood Mountain Lakota de la Saskatchewan — a tenté sans succès d'obtenir le consentement unanime de la Chambre des Communes pour une déclaration officielle selon laquelle le gouvernement Canadien devrait

reconnaître comme génocide ce qui s'est passé dans les pensionnats du pays. Le pape François est ensuite venu au Canada en juillet, et le pontife a déclaré aux journalistes que le terme « génocide » était effectivement le terme approprié pour décrire les horreurs perpétrées contre les communautés autochtones dans les pensionnats canadiens.

À la fin du mois d'octobre 2022, Mme Gazan a modifié sa déclaration à la Chambre des communes pour faire référence à la déclaration du pape sur le génocide. Cette fois, la motion a été adoptée avec le soutien de tous les partis.

L'histoire, bien sûr, ne se produit qu'une fois. Mais ce qui s'est passé exactement, ce que cela signifie, quels personnages historiques étaient des héros, lesquels étaient des méchants et bien d'autres questions sur le passé — y compris les choix de mots à utiliser pour décrire certains événements, politiques, personnes et époques — continuent d'être vivement contestés et font l'objet de nouvelles informations et de perspectives évolutives.

À une époque où les récits savants et populaires sur l'histoire de ce pays sont remis en question et réécrits avec une vigueur sans précédent, l'Association d'études canadiennes a invité un panel de contributeurs à partager leurs réflexions sur ce que l'on pourrait décrire comme le champ de bataille contemporain de ce pays en matière d'histoire, de patrimoine et de mémoire publique du passé.

Plusieurs événements récents ont intensifié la controverse sur l'histoire du Canada, notamment le 200<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance de Sir John A. Macdonald en janvier 2015 et la publication, plus tard dans l'année, du rapport final en plusieurs

volumes de la Commission de vérité et de réconciliation du Canada — qui, en fait, a lancé le débat sur le « génocide » bien avant que l'ACS ne se prononce sur la question l'été dernier.

Ensuite, il y a eu le 150<sup>ème</sup> anniversaire de la Confédération en 2017, accompagné de critiques vigoureuses de la part des leaders autochtones qui ont insisté sur le fait que le cent-cinquantième n'était pas une raison de célébrer et ont rappelé aux Canadiens que les Premiers Peuples de ce pays sont ici depuis au moins 150 siècles.

En 2020, une réflexion plus approfondie sur l'histoire du Canada a été stimulée par une prise de conscience raciale à l'échelle de l'Amérique du Nord qui a suivi le meurtre par la police américaine de George Floyd, un homme noir non armé à Minneapolis. Les manifestations *Black Lives Matter*, qui se sont répercutées dans les villes du Canada, ont suscité des vagues de controverse au sujet de certains hommages publics — tels que des noms de bâtiments, de rues et de villes — à des personnages historiques qui avaient possédé des esclaves et résisté au mouvement abolitionniste de leur époque.

Enfin, au printemps 2021, les nouvelles révélations

sur les tombes non marquées dans les anciens pensionnats en Colombie-Britannique et ailleurs ont alimenté le mouvement visant à réexaminer l'histoire du Canada, intensifiant les efforts pour retirer les hommages à des personnages tels que Macdonald, le père de la Confédération Hector-Louis Langevin, Egerton Ryerson et d'autres qui ont joué un rôle dans la création du système des pensionnats.

Pour illustrer à quel point les choses ont changé de manière si radicale en ces moments incertains, cette publication a été lancée alors que celui qui dont l'université Ryerson portait le nom était encore honoré sur le campus de Toronto. Aujourd'hui, la statue controversée de l'éducateur du haut-Canada au XIX<sup>e</sup> siècle, dont les idées avaient contribué à créer le système des pensionnats canadiens, a disparu depuis longtemps de l'endroit renommé Toronto Metropolitan University.

Ce volume d'essais et d'entretiens retranscrits présente un éventail de voix, autochtones et non autochtones, qui réfléchissent à ces changements et à la manière dont le passé — souvent contesté et controversé — continue de façonner notre présent et notre avenir.



**BEAR DRUM**  
Jared Tait



## SECTION I

# CONTESTER LE TRAVAIL DE CLIO : LES ACTIVISTES, LES PROFESSIONNELS AUTHENTIQUES ET LE DÉBAT SUR LA RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE AU CANADA

STEVEN HIGH

---

Dr. Steven High est professeur d'histoire à l'Université Concordia et membre fondateur du Centre d'histoire orale et de récits numériques. Historien interdisciplinaire public et oral, il s'intéresse particulièrement aux approches transnationales des études sur la classe ouvrière, à la migration forcée, à la recherche sur l'engagement communautaire, ainsi qu'à la méthodologie de l'histoire orale et à l'éthique. Il est actuellement président de la Société historique du Canada (2021-23). Il a publié de nombreux ouvrages sur la désindustrialisation et la transformation postindustrielle des villes nord-américaines.

Son premier livre, *Industrial Sunset: the Making of North America's Rust Belt* (UTP, 2003), a été primé par l'American Historical Association, la Société canadienne de sociologie et d'anthropologie et la Fédération des sciences humaines et sociales.

*« S'il est crucial de mieux comprendre comment les peuples autochtones ont été affectés par ces systèmes génocidaires, pendant plus d'un siècle, il est également essentiel de reconnaître que les colons canadiens ont bénéficié de ces politiques colonialistes. Nous sommes tous enchâssés dans les structures de la dépossession autochtone dans ce qui est maintenant appelé le Canada et nous comprenons que, même si ces dialogues difficiles doivent être tenus, ce seront nos actions qui définiront ce que nous sommes et le type de communautés que nous voulons construire et renforcer ainsi que le type d'histoires que nous étudions<sup>1</sup>. »*

Lorsqu'on m'a demandé de contribuer à ce numéro spécial des Questions canadiennes sur le thème « Réconciliation et reddition de comptes : Contester le passé du Canada, définir son avenir », on m'a suggéré qu'une « manifestation notable » de ces débats était la reconnaissance par la Société historique du Canada, en 2021, du génocide des peuples autochtones au Canada, principalement parce qu'elle a donné lieu à un « différend très médiatisé entre universitaires. » Elle semblait donc rejoindre d'autres controverses récentes concernant le démantèlement de vieilles statues, le changement de nom de rues ou d'écoles, et le débat en cours sur la façon dont

l'histoire devrait être enseignée dans nos écoles. Les guerres de l'histoire sont essentiellement des débats sur la mémoire publique : le passé, comme le présent, nous divise autant qu'il nous unit<sup>2</sup>.

Je pense que la déclaration du conseil d'administration de l'ACS est claire comme de l'eau de roche, car elle s'appuie sur de récentes études historiques ainsi que sur la définition du génocide figurant dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948. Nous n'avons pas été les premiers à tirer ces conclusions.

Le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ainsi que la Commission de vérité et de réconciliation du Canada sur les pensionnats indiens ont tous deux conclu à l'existence d'un génocide, bien que la CVR l'ait formulé en termes de «génocide culturel» — une distinction qui n'existe pas dans la définition des Nations Unies. Néanmoins, il n'est pas facile de reconnaître un génocide dans son propre pays. Il est beaucoup plus facile de le constater dans des lieux éloignés, historiquement perpétrés par des tiers. Personne ici n'a sourcillé un an plus tôt lorsque la SHC a rédigé une vigoureuse déclaration en faveur d'un historien polonais établi au Canada et poursuivi en justice dans ce pays pour avoir exprimé une vérité embarrassante sur la collaboration à l'Holocauste ce qui a enragé les nationalistes de ce pays.

Fondamentalement, notre responsabilité, en tant qu'historiens professionnels, est de questionner et de révéler de lourdes vérités, même si elles mettent les gens mal à l'aise.

Pourtant, les 53 signataires de la lettre ouverte

publiée dans *The Dorchester Review* pour protester contre la déclaration de la SHC à l'occasion de la fête du Canada se sont vivement opposés à la reconnaissance du génocide des peuples autochtones au Canada, suggérant que nous avions en quelque sorte violé «l'éthique et les valeurs de la recherche historique» et donc «fondamentalement brisé les normes et les attentes de la recherche professionnelle.» Pour eux, la SHC «se comportait comme une organisation militante et non comme un corps professionnel de chercheurs. Ce virage est inacceptable pour nous.» Il importe peu que seuls cinq des signataires soient effectivement membres de la SHC. Ils ont poursuivi en déclarant que l'association «devrait honorer ses traditions les plus nobles et se comporter comme une organisation purement professionnelle qui défend sans réserve la protection de l'objectivité, du doute, du débat...<sup>3</sup>»

Ce sont des propos très forts, pour le moins qu'on puisse dire.

Les signataires de la lettre de protestation représentent une combinaison intéressante d'historiens canadiens et québécois nationalistes, dont la plupart sont d'une génération plus âgée, depuis longtemps à la retraite, et dont seuls quelques-uns ont une expertise reconnue en matière d'histoire autochtone ou de colonialisme de peuplement. Beaucoup d'entre eux étaient fortement investis dans les guerres d'histoire des années 1990 qui opposaient certains historiens militaires et politiques à certains historiens sociaux. Ces guerres ont fait rage principalement avant mon entrée dans l'académie (et j'ai 54 ans). Les signataires sont aussi des Blancs, bien que les données démographiques de la discipline de l'histoire au Canada soient en cours de changement (bien que tardivement). Comme d'habitude,

ce qui importe, ce sont ceux qui prennent part à la discussion<sup>4</sup>.

En tant qu'historiens, nous examinons régulièrement de tels modèles pour nous aider à appréhender la logique sous-jacente de ce qui se déroule. Il en va de même ici.

Mon propos n'est pas de ramener les gens à des catégories générales, ce serait réducteur. Mais il est essentiel que nous rendions visibles les structures sous-jacentes de pouvoir et d'exclusion. Par exemple, pour aider mes étudiants de premier cycle en histoire à Concordia, à comprendre les structures profondes de la race, dans l'histoire du Canada, je leur assigne de facto le livre *Colour-Coded* de Constance Backhouse<sup>5</sup>. C'est un livre brillant qui suscite des conversations approfondies et très pertinentes sur les politiques sous-jacentes de l'État Canadien et de son système juridique. Une des stratégies les plus percutantes de Backhouse pour démontrer la forte racialisation du système juridique consiste à identifier la race des avocats, des juges, des jurés et des politiciens chaque fois qu'ils sont mentionnés. En fait, cela revient à être constamment confronté à la blancheur du système. Cela peut être une expérience irritante pour certains étudiants blancs qui n'ont pas l'habitude de se considérer en termes racialisés.

De la même façon, je trouve que le profil collectif des signataires de la lettre ouverte contribue à expliquer l'importance accordée à l'objectivité et à la distance scientifique. Dans leur monde divisé entre les activistes et les vrais professionnels de l'enseignement, un véritable historien est détaché, impartial et très éloigné de l'histoire abordée. Être proche de cette histoire, c'est être politiquement

compromis et risquer d'être catalogué comme « activiste » ou pire encore : « woke » (quoi que cela veuille dire maintenant). Pourtant, les historiens nationalistes du Canada et du Québec se sont révélés largement immunisés contre les accusations de « militantisme ». Le fait qu'ils obtiennent un laissez-passer n'est pas une coïncidence.

Sur la question du génocide, les historiens d'origine autochtone sont ainsi considérés comme des « militants », tandis que les historiens blancs sont censés être désintéressés et donc plus objectifs. Ces hypothèses profondément ancrées doivent être remises en question pour des raisons qui, je l'espère, sont évidentes. Voyez, par exemple, la vive riposte de sept influents historiens autochtones à la publication de la lettre de protestation<sup>6</sup>.

Personnellement, je considère que le modèle de l'universitaire détaché est une illusion qui occulte activement le fait que nous sommes tous, d'une manière ou d'une autre, socialement et politiquement positionnés. Les historiens peuvent étudier le passé, mais nous faisons partie du présent. Cela ne veut pas dire que nous ne nous efforçons pas systématiquement de respecter nos sources historiques : nous le faisons. Une partie essentielle de la formation académique d'aujourd'hui est un engagement à être profondément réfléchi et transparent sur notre identité et ce que nous faisons.

Et c'est là que le bât blesse. Ce qui me préoccupe le plus n'est pas tant le contenu de la lettre ouverte, bien que je la trouve trompeuse et exagérée, car il y a une sincère discussion à tenir sur le rôle d'une association professionnelle. C'est plutôt leur décision de commencer par la publier sur une plateforme en ligne qui a la réputation de se moquer

des survivants des pensionnats. Il n'y a tout simplement aucune excuse à reproduire de vieilles photos d'enfants indigènes apparemment heureux, jouant dans des cours d'école, et prétendre que cela prouve que la violence sous-jacente est fictive<sup>7</sup>. Ce sont des propos haineux. Pour autant que je sache, personne n'a assumé la décision de publier cet article ou n'a ressenti le besoin de prendre ses distances. Naturellement, le *National Post* et d'autres médias de droite ont repris la lettre de protestation, car elle s'inscrivait parfaitement dans le cadre de leur longue guerre culturelle<sup>8</sup>.

La force motrice derrière la lettre ouverte est Chris Dummitt de l'Université de Trent. Je l'aime bien, il dit ce qu'il pense. En fait, j'ai contribué à un chapitre de son ouvrage coédité en 2009, ironiquement intitulé *Contesting Clío's Craft: New Directions and Debates in Canadian History*<sup>9</sup>.

Ce livre avait pour prémisse qu'une nouvelle génération d'historiens bouleversait la façon dont nous comprenions le passé du Canada.

Depuis lors, M. Dummitt a consacré beaucoup de temps à faire campagne contre le manque de « diversité des points de vue » dans la discipline de l'histoire. Il croit que les départements d'histoire des universités sont remplis de progressistes politiques, ce qui menace la liberté académique de ceux qui ont des opinions politiques plus conservatrices. L'année dernière, il a présenté un mémoire à la Commission indépendante sur la liberté académique du Québec, dans lequel il demandait une législation exigeant que les universités restent politiquement « neutres »<sup>10</sup>. À notre époque polarisée, le résultat d'une telle loi serait, à mon avis, tout sauf neutre.

Comme je l'ai écrit ailleurs, je crois fermement à la diversité des points de vue. Mon directeur de thèse était membre du Parti réformiste canadien, un parti de droite. Même si je ne partageais pas ses opinions politiques, c'était un grand historien et nous aimions discuter de politique. Tout au long de ma carrière, j'ai également publié des articles sur les vieilles positions des guerres d'histoire. Mais parler de la diversité des points de vue sans prendre au sérieux la diversité culturelle ou la façon dont la discipline elle-même est enchevêtrée dans des structures de pouvoir plus larges est, à mon avis, superficiel<sup>11</sup>.

Cette année marque le centenaire de la Société historique du Canada, ce qui nous offre une occasion unique de prendre du recul et de réfléchir collectivement aux structures disciplinaires, aux développements historiographiques et méthodologiques clés, à la place changeante de la théorie et à nos relations continues avec des publics plus larges ainsi qu'avec les communautés que nous étudions. Comme l'a récemment écrit Andrew Nurse, de l'Université Mount Allison, le métier d'historien n'est pas figé dans le temps<sup>12</sup>. Nurse croit que nous assistons actuellement à « la reconsidération des cadres narratifs canadiens. » Je suis d'accord avec lui. Dans l'ensemble des sciences humaines et sociales, nous nous efforçons d'aller au-delà des approches extractives du passé.

C'est en partie le reflet des mouvements sociaux qui obligent les Canadiens à prendre en compte le passé dans le présent. C'est également un produit de l'évolution démographique au sein de la discipline historique elle-même. Un corps professoral plus diversifié sur le plan social ébranle le genre d'hypothèses normalisées sur l'érudition et la place du

chercheur dans la société qui sous-tend le point de vue particulier exprimé dans la lettre ouverte.

Nous vivons une époque de polarisation politique extrême, où l'histoire elle-même est devenue une arme. Aujourd'hui plus que jamais, je suis convaincu que les historiens, travaillant individuellement et collectivement, ont un rôle plus important à jouer. Nous ne cessons pas soudainement d'être de véritables « professionnels » lorsque nous sortons de nos tours d'ivoire ou de nos institutions patrimoniales pour publier nos conclusions. Les spécialistes de l'étude des génocides, du colonialisme et de l'histoire des peuples autochtones du Canada fournissent le contexte et la profondeur dont nous avons besoin de toute urgence<sup>13</sup>. Il en va de même pour ceux qui étudient des questions d'intérêt public cruciales.

## RÉFÉRENCES

1. Canadian Historical Association, «The History of Violence Against Indigenous Peoples Fully Warrants the Use of the Word 'Genocide'», *Active History* (1 July 2021). <http://activehistory.ca/2021/07/canada-day-statement-the-history-of-violence-against-indigenous-peoples-fully-warrants-the-use-of-the-word-genocide>
2. Ian Rocksborough-Smith, «'History wars' in the U.S. and Canada provoked by a racial reckoning with the past», *The Conversation* (October 11, 2021). <https://theconversation.com/history-wars-in-the-u-s-and-canada-provoked-by-a-racial-reckoning-with-the-past-168639>
3. Open Letter, «Historians Rally vs. 'Genocide' Myth», *The Dorchester Review* (originally published 9 August 2021). [www.dorchesterreview.ca/blogs/news/historians-rally-vs-genocide-myth](http://www.dorchesterreview.ca/blogs/news/historians-rally-vs-genocide-myth). It was updated afterwards, but Twitter provides an effective timestamp for its original publication date. See also, Christopher Dummitt, «The Canadian Historical Association's fake 'consensus' on Canadian genocide» *National Post* (13 August, 2021). <https://nationalpost.com/opinion/christopher-dummitt-the-canadian-historical-associations-fake-consensus-on-canadian-genocide>
4. For a balanced viewpoint on this point, see Ira Basen, «The past is present: What role should Canada's historians play in reconciliation? The question has proved surprisingly controversial», *Globe and Mail* (13 May 2022). <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-the-past-is-present-what-role-should-canadas-historians-play-in/#comments>
5. Constance Backhouse, *Colour-Coded: A Legal History of Racism in Canada, 1900-1950* (Toronto: University of Toronto Press, 1999).
6. Shekon Neechie Board, «Open letter to the Council of the Canadian Historical Association and the Canadian Public», (13 August 2021). <https://shekonnechie.ca/2021/08/13/open-letter-to-the-council-of-the-canadian-historical-association-and-the-canadian-public>
7. «More children forced to smile at gunpoint» Dorchester Review Tweet, <https://twitter.com/DorchesterRev/status/1410324712492834819>
8. Barbara Kay, «Historical association's genocide statement 'brazenly un scholarly'» *National Post* 16 August 2021. <https://nationalpost.com/opinion/barbara-kay-historical-associations-genocide-statement-brazenly-un-scholarly>
9. Christopher Dummitt and Michael Dawson, eds. *Contesting Clío's Craft: New Directions and Debates in Canadian History* (New York: Brookings Institute, 2009).

**CONTESTER LE TRAVAUX DE CLIO : LES ACTIVISTES, LES PROFESSIONNELS AUTHENTIQUES ET LE DÉBAT  
SUR LA RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE AU CANADA - STEVEN HIGH**

10. Marie-Michèle Sioui, «La commission sur la liberté académique a invité un historien qui falsifiait ses recherches», *Le Devoir* 24 August 2021. <https://www.ledevoir.com/societe/627111/liberte-academique-la-liberte-illimitee-pour-les-idees-controversees>
11. For more see: Crystal Gail Fraser and Allyson Stevenson, «Reflecting on the Foundations of Our Discipline Inspired by the TRC: A Duty to Respond during This Age of Reconciliation», *Canadian Historical Review* 103, 1 (March 2022), 1-31.
12. Andrew Nurse, «Reflections and Conjectures: Postcolonial Historical Practices», *Scholarly and Research Communication*, 12, 1 (2021), 12 pp.
13. Sean Carleton and Andrew Woolford, «Ignore debaters and denialists, Canada's treatment of Indigenous Peoples fits the definition of genocide». *The Conversation* (October 25, 2021). <https://theconversation.com/ignore-debaters-and-denialists-canadas-treatment-of-indigenous-peoples-fits-the-definition-of-genocide-170242>; David Webster, «Options pour la transparence en ce qui concerne les génocides» *Le Devoir* (31 July 2021). <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/621786/idees-opts-pour-la-transparence-en-ce-qui-concerne-les-genocides>; Karine Duhamel, «Unmarked Graves Are a Moment of Truth for Canada-Indigenous Reconciliation» *World Politics Review* (Tuesday, Sept. 28, 2021). <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/29996/with-unmarked-graves-at-residential-schools-canada-faces-a-moment-of-truth>; Karine Duhamel and Adele Perry, «A season of historical reckoning», *Winnipeg Free Press* (12 July 2021). <https://www.winnipegfreepress.com/opinion/analysis/a-season-of-historical-reckoning-574813912.html>; Daniel Heath Justice and Sean Carleton, «Truth before reconciliation: 8 ways to identify and confront Residential School denialism» *The Conversation* (5 August 2021). <https://theconversation.com/truth-before-reconciliation-8-ways-to-identify-and-confront-residential-school-denialism-164692>

# LE DÉBUT D'UNE ÈRE: RÉFLEXIONS SUR LE MOUVEMENT #CANCELCANADADAY DANS LE CADRE DU NORD-OUEST DE L'ONTARIO

NICOLE LEE ET ASHLEY WILKINSON

---

Nicole Lee est étudiante de deuxième année de maîtrise en Kinésiologie à l'Université Lakehead à Thunder Bay, en Ontario. Elle projette de poursuivre son doctorat en sciences de la santé afin de mieux cerner et comprendre les expériences des peuples autochtones du Nord-Ouest de l'Ontario. En tant que descendante des Premières nations, Nicole est fière d'apprendre et de défendre les intérêts de son propre peuple.

Elle se passionne pour la santé et le bien-être de tous, y compris ceux de la population autochtone.

Ashley Wilkinson est étudiante au doctorat en sciences de la santé à l'Université du Nord de la Colombie-Britannique. Elle est également titulaire d'une maîtrise en sciences de la santé avec une spécialisation en matière de santé autochtone et nordique de l'Université Lakehead. Elle a trois ans d'expérience dans la recherche en santé liée à la santé communautaire et aux problèmes sociaux des groupes marginalisés dans diverses régions urbaines, rurales et éloignées. Elle est passionnée par l'équité en matière de santé, l'antiracisme et la santé des communautés autochtones.

## **INTRODUCTION: LE CONTEXTE DU NORD-OUEST DE L'ONTARIO**

Le Nord-Ouest de l'Ontario est la plus grande région de l'Ontario, qui s'étend de la rive nord du lac Supérieur, à l'ouest du Manitoba, et au nord de la baie d'Hudson. La région est connue pour sa nature sauvage à vous couper le souffle, y compris plusieurs parcs provinciaux, et pour ses activités

de plein air comme la pêche, la chasse, la randonnée et le camping. En plus des centres urbains qui servent de plaques tournantes pour le nord, comme Thunder Bay et Sault Ste. Marie, la région abrite plusieurs communautés des Premières nations ainsi que des réserves. Parmi les plus proches de Thunder Bay figurent la Première nation de Fort William, la Bande indienne de Red Rock et la Première nation de Pays Plat (figure 1). Plusieurs de

ces communautés ne sont accessibles que par avion ou sont peu accessibles autrement.

Lorsqu'on étudie la région, il est essentiel d'examiner l'impact de la législation sur son

**FIGURE 1. CARTES DES PREMIÈRES NATIONS DE L'ONTARIO**



Source: Gouvernement de l'Ontario  
Disponible au : [https://files.ontario.ca/pictures/firstnations\\_map.jpg](https://files.ontario.ca/pictures/firstnations_map.jpg)

développement. En octobre 1763, le gouvernement britannique publiait un document communément appelé la Proclamation royale de 1763. L'intention sous-jacente à ce document était de définir des lignes directrices pour la colonisation des terres autochtones en Amérique du Nord. Plus précisément, le document visait à contrôler le rythme de l'expansion coloniale et à maintenir les engagements conclus par les Britanniques envers les peuples autochtones pendant la guerre de Sept Ans, et reconnaissait explicitement les droits des peuples autochtones sur le territoire (Indigenous Foundations, 2009). Les lois ultérieures n'ont pas reconnu ce principe. Les traités Robison-Superior et Robison-Huron de 1850 accordaient l'accès au nord des Grands Lacs pour la colonisation, ainsi qu'un échéancier pour les réserves, et garantissaient les droits de chasse et de pêche. Néanmoins, ils comprenaient également des clauses ambiguës d'indexation (Hele, 2020). Cette clause stipulait que si la Couronne percevait plus que prévu de l'extraction des ressources naturelles, elle majorerait les paiements d'annuités aux Premières nations sans toutefois y être obligée.

En 1892, l'Assemblée législative de l'Ontario adoptait une loi pour amender l'Acte pour la protection du gibier et des animaux à fourrure (Calverley, 2009). Cette loi réservait des milliers de kilomètres de terres pour la création de réserves de gibier et interdisait toute chasse et tout piégeage sur ces terres. Mais la création d'une de ces réserves — la réserve de gibier de Chapleau — a restreint l'accès des membres de la réserve de la Maison du Nouveau-Brunswick, située sur le territoire du Traité 9, à ses territoires de chasse traditionnels, ce qui a suscité de multiples plaintes auprès des responsables des Affaires indiennes. Ce ne sont là que



quelques exemples parmi les nombreux cas où les droits des autochtones sont bafoués au profit des politiques fédérales et provinciales.

Bien évidemment, ce serait un manquement important que de ne pas parler de la *Loi sur les Indiens* et du système des pensionnats dans le contexte de la région. La *Loi sur les Indiens*, promulguée en 1876, est la principale législation utilisée par le gouvernement fédéral pour régir presque tous les aspects de la vie des peuples autochtones. Elle permet au gouvernement de contrôler le statut, les terres, les ressources et l'éducation des Indiens, tout en définissant les obligations du gouvernement envers ces derniers (Parrott, 2006). Après la mise en œuvre de la *Loi sur les Indiens* en 1876, le gouvernement fédéral a ouvert son premier pensionnat industriel à Battleford, en Saskatchewan, en 1883 (Commission de vérité et de réconciliation du Canada, CVR, 2015a). Au cours des décennies suivantes, le système des pensionnats s'est étendu à travers le pays, notamment à plusieurs écoles du nord-ouest de l'Ontario: Le pensionnat de Fort William, l'école de Fort Frances, Cecilia Jeffrey et le pensionnat indien de Shingwauk (CVR, 2015a). Les répercussions de la *Loi sur les Indiens* et du système des pensionnats, notamment les traumatismes intergénérationnels, la déconnexion de la culture, l'instabilité familiale et bien d'autres problèmes, continuent d'être vécues par les peuples autochtones de la région.

En somme, ces quelques exemples illustrent quelques-unes des nombreuses façons dont les peuples autochtones du Nord-Ouest de l'Ontario ont été exploités et ont vu leurs droits bafoués par la législation. Il va sans dire que ces expériences constituent le fondement d'une relation complexe avec le gouvernement et le concept du « Canada ».

## #CANCELCANADADAY ET LA RÉSISTANCE AUTOCHTONE

Le 28 mai 2021 à Kamloops, en Colombie-Britannique, la réalité à laquelle les peuples autochtones du Canada ont été confrontés commence à être dévoilée au grand jour. La découverte de 215 tombes non identifiées sur le site de l'ancien pensionnat indien de Kamloops constitue le point culminant de l'histoire. En date du 9 juin 2022, 2 301 tombes présumément non identifiées ont été découvertes sur les sites des anciens pensionnats indiens au Canada (Engels, 2021). En Ontario, il y a 18 anciens pensionnats indiens, où actuellement 12 sépultures non identifiées ont été retrouvées. D'autres sont toutefois à craindre (Engels, 2021). Selon la Commission de vérité et de réconciliation du Canada (2015b), 426 enfants seraient décédés alors qu'ils fréquentaient ces pensionnats, mais un nombre inconnu d'enfants sont toujours portés disparus.

Dans le nord-ouest de l'Ontario, les célébrations de la culture autochtone suscitent une immense fierté dans les communautés autochtones tout au long de l'année. La découverte de Kamloops ayant été annoncée environ un mois avant la fête du Canada, ces célébrations ont dû être suspendues. C'est là qu'est né le mouvement « Annuler la fête du Canada ». Pour de nombreuses personnes, il était malvenu de célébrer un pays qui avait dérobé la vie de tant d'enfants. Il était plutôt envisagé d'honorer les vies perdues et de réfléchir à ce qui pouvait être amélioré. Le mouvement de résistance autochtone *Idle No More* a appelé les Canadiens à se rassembler et à « perturber les célébrations » qui marquent traditionnellement la fête du Canada (*Idle No More*, s.d.). Ils ont déclaré : « Nous ne célébrerons pas les terres

et les vies indigènes volées. #Cancelcanadadaday ». Ce mouvement visait à honorer toutes les vies sacrifiées par l'État canadien, y compris les vies indigènes, les vies noires, les vies de migrants, les vies de femmes, de trans et de personnes bispirituelles. Les organisateurs ont demandé aux Canadiens de déposer les bannières, de tenir des rassemblements, de participer à des danses en cercle et de perturber les cérémonies, les marches et les défilés (*Idle No More*, n.d.). La situation a varié d'un bout à l'autre du pays, mais dans le Nord de l'Ontario, de nombreuses célébrations ont été annulées ou modifiées afin de faire de cette journée une manifestation d'honneur, d'apprentissage et de réflexion sur la vérité de l'histoire du Canada. Mais que s'est-il passé le 2 juillet ?

Pour la plupart des citoyens, il s'agissait d'un jour comme les autres : retour au travail, retour à l'école ou préparation du long week-end. Pour les peuples autochtones, il s'agissait d'un autre jour de deuil, mais sans la participation du reste du Canada. Le mouvement #CancelCanadaDay a donné aux peuples autochtones l'espoir que le Canada les soutenait et que les choses changeraient. Mais pour de nombreux Canadiens, il ne s'agissait que d'un mouvement d'un jour, un peu comme la Journée des peuples autochtones ou la Journée du t-shirt orange. Les peuples autochtones ont alors commencé à se demander à quoi servait le mouvement Annuler la fête du Canada si aucune initiative ne se produisait par la suite. Des événements comme celui-ci exposent la nécessité d'une action continue en faveur de la réconciliation. Des mesures ont été prises, comme l'instauration de jours fériés et la reconnaissance par le gouvernement, mais elles ne sont concrétisées que suite à de multiples requêtes des peuples indigènes. C'est peut-être l'aspect le

plus injuste de cette situation : les peuples indigènes ne devraient pas avoir à porter le poids de la responsabilité de la réconciliation.

Un deuxième mouvement, *Every Child Matters*, a vu le jour peu après la découverte de tant de tombes supposément non identifiées. Il y avait des drapeaux orange à travers le pays et des Canadiens portant cette couleur, une pratique que l'on voit encore aujourd'hui. Ce mouvement a notamment vu des milliers de Canadiens manifester leur participation par une mer orange, des protestations contre le système des pensionnats, les politiques et la violence (Millions, 2021). Ces manifestations ont reçu une importante couverture médiatique et se sont soldées par le démantèlement de la statue de la reine Victoria, vieille de 117 ans, à l'Assemblée législative du Manitoba. En plus de son basculement, la statue a été couverte d'empreintes de mains rouges et de drapeaux orange. Cependant, certains médias ont alors transformé cet événement et l'idée de *Every Child Matters* en une controverse sur la statue et ont déclaré que le renversement de celle-ci était du « vandalisme » et de la « violence » (Millions, 2021), perpétuant ainsi les stéréotypes communément utilisés contre les peuples indigènes (McCue, 2014). Malheureusement, cette médiatisation a détourné l'attention de la question essentielle, et de nombreux Canadiens se sont concentrés sur la réparation de la statue. Cela a démontré une fois de plus à quel point il est difficile pour les figures d'autorité de reconnaître la dure réalité des pensionnats indiens, et la façon dont les mouvements de résistance indigènes peuvent être déformés ou négligés par les médias.

Dans le nord-ouest de l'Ontario, où la population autochtone est très importante, de nombreux

endroits continuent de diffuser ce message : Chaque enfant compte. Cela démontre que le Canada progresse lentement vers la réconciliation avec les peuples indigènes. Cependant, il est difficile de savoir dans quelle mesure la population non autochtone du pays commence à comprendre les effets pernicieux du passé et la manière dont ces événements continuent d'affecter les peuples autochtones aujourd'hui. Il faut souhaiter que cela devienne le cas, mais il y a encore des avancées significatives à faire.

### **RÉCONCILIER L'HISTOIRE ET PROGRESSER**

Alors que les efforts de réconciliation se poursuivent, il est important que le Canada soit conscient que cela ne se fera pas du jour au lendemain, et c'est normal. Les peuples autochtones mènent cette bataille depuis des générations et

souhaitent que les autres soient sensibilisés afin de promouvoir le changement. Plutôt que d'exposer ces problèmes lors de journées particulières comme le #CancelCanadaDay ou les événements *Every Child Matters*, un changement significatif est nécessaire au fil du temps.

Cette démarche peut commencer par de petits changements individuels et par une prise de conscience quotidienne de l'impact historique et actuel du colonialisme. Tel que la lecture de livres sur les pensionnats et la réconciliation, la promotion des artistes, musiciens et cinéastes autochtones, la participation à des événements culturels et le soutien à la cause autochtone. Pour une personne qui n'est pas autochtone, commencer à comprendre les modes de vie présents et le passé peut aider à entamer le processus de réconciliation avec l'histoire du Canada et à progresser ensemble.

## RÉFÉRENCES

- Calverley, D. (2009). «The Dispossession of the Northern Ojibwa and Cree: The Case of the Chapleau Game Preserve». *Ontario History*, 101(1), 83–103. <https://doi.org/10.7202/1065676ar>
- Engels, K. (2021). «Grave containing 215 Indigenous children: Evidence of Canada residential school genocide». *The Guardian*, 1965(14), 12-24.
- Hele, K.S. (2020). *Robinson Treaties of 1850*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/robinson-treaties-of-1850#:~:text=the%2020th%20century,Treaty%20Terms,500%20and%20%C2%A3600%2C%20respectively>
- Idle No More. (n.d.) *Cancel Canada Day*. <https://idlenomore.ca/cancelcanadaday>
- Indigenous Foundations. (2009). *Royal Proclamation, 1763*. [https://indigenous-foundations.arts.ubc.ca/royal\\_proclamation\\_1763/#:~:text=The%20Royal%20Proclamation%20is%20a,won%20the%20Seven%20Years%20War](https://indigenous-foundations.arts.ubc.ca/royal_proclamation_1763/#:~:text=The%20Royal%20Proclamation%20is%20a,won%20the%20Seven%20Years%20War)
- McCue, D. (2014, January 29). «What it takes for aboriginal people to make the news». *CBC News*. <https://www.cbc.ca/news/indigenous/what-it-takes-for-aboriginal-people-to-make-the-news-1.2514466>
- Millions, E. (2021). «Toppling Colonialism: Historians, Genocide, and Missing Indigenous Children». *Prairie History*, (5), 2–4.
- Parrott, Z. (2006). *Indian Act*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/indian-act>
- Truth and Reconciliation Commission of Canada (TRC). (2015a). *Canada's Residential Schools: The History, Part 1 Origins to 1939*. McGill-Queen's University Press. [https://publications.gc.ca/collections/collection\\_2015/trc/IR4-9-1-1-2015-eng.pdf](https://publications.gc.ca/collections/collection_2015/trc/IR4-9-1-1-2015-eng.pdf)
- Truth and Reconciliation Commission of Canada (TRC). (2015b). *Canada's Residential Schools: Missing Children and Unmarked Burials*. McGill-Queen's University Press. [https://publications.gc.ca/collections/collection\\_2015/trc/IR4-9-4-2015-eng.pdf](https://publications.gc.ca/collections/collection_2015/trc/IR4-9-4-2015-eng.pdf)

# LA MAJORITÉ DES CANADIENS IGNORENT LA SIGNIFICATION DE LA DÉCOLONISATION ET DU COLONIALISME DE PEUPEMENT : EST-CE IMPORTANT ?

JACK JEDWAB

---

Jack Jedwab est le président de l'Association d'études canadiennes et de l'Institut canadien des identités et des migrations. Titulaire d'un doctorat en histoire canadienne de l'Université Concordia, il a enseigné à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université McGill. Il a dispensé des cours sur l'histoire de l'immigration au Québec, sur les minorités ethniques au Québec, ainsi que sur les minorités de langue officielle au Canada et sur le sport au Canada. Il a également rédigé des essais pour des livres, des revues et des journaux à travers le pays, en plus d'être l'auteur de diverses publications et rapports gouvernementaux sur les questions de l'immigration, du multiculturalisme, des droits de la personne et des langues officielles.

Le colonialisme de peuplement est décrit comme un type distinct de colonialisme qui fonctionne par le remplacement des populations indigènes par une stratégie de peuplement envahissante. Cela implique qu'il y a deux types de personnes vivant au Canada : la population autochtone enracinée qui a été la première à arriver sur le(s) territoire(s) et les autres — la population non autochtone.

L'expression « colonialisme de peuplement » est utilisée depuis plusieurs décennies et a gagné en importance dans les débats mondiaux sur l'indigénité. Son utilisation a été particulièrement répandue parmi les universitaires en sciences sociales et humaines et il est au cœur du domaine des études coloniales.

Les débats autour des recherches sur les colonies de peuplement n'ont pas été sans controverse. Les critiques ont souligné la tendance de certains chercheurs qui présument que la colonisation est inévitable et qui, ce faisant, exemptent les sociétés et les États colonisateurs de la responsabilité de se réconcilier avec les peuples autochtones. Ceux qui considèrent que la colonisation est inévitable ont tendance à faire porter le poids de la réconciliation sur les peuples autochtones.

Mais les domaines les plus controversés dans la conceptualisation et le discours sur le colonialisme de peuplement sont sans doute les débats identitaires. L'opinion selon laquelle les communautés opprimées ou marginalisées sont complices

du colonialisme de peuplement et figurent donc parmi les responsables des injustices historiques commises envers les peuples autochtones est particulièrement controversée. Certains ont du mal à concilier l'idée qu'un « migrant contraint » est un colon « complice ». Les descendants de personnes asservies doivent-ils être considérés comme des colons dans la dichotomie colons-indigènes ? En réponse à cette question, Bob Joseph, leader autochtone respecté, soutient que les descendants d'esclaves ont été contraints à venir ici et qu'ils ne sont donc pas des colons au sens strict du terme. Pour sa part, Chelsea Vowel, éminente spécialiste des études coloniales, affirme que : « ...à l'origine, j'utilisais un modèle binaire dans lequel les colons étaient tous des peuples non indigènes. Cependant, cette approche est réductrice et, à mon avis, dans un certain nombre de cas, particulièrement nuisible. Je fais spécifiquement référence aux colons en tant que « ...les peuples non indigènes vivant au Canada et constituant la majorité sociopolitique d'ascendance européenne — c'est-à-dire les Blancs. »

Vowel ajoute que : « ...d'autres personnes peuvent y venir, "s'installer" sur ces terres et être intégrées au projet colonial canadien, MAIS les colons, par définition, occupent le territoire et imposent leur ordre juridique à tous. Les immigrants de Somalie, par exemple, ne font pas cela. Ce n'est pas une définition à la ligne blanche. »

Elle conclut que « les descendants d'Africains réduits en esclavage ne peuvent absolument pas être considérés comme des colons. L'acceptation du système colonial des colons ne saurait être le fait d'un peuple asservi, ni de ses descendants. »

Le cadre identitaire dichotomique qui sous-tend

le concept de colonialisme de peuplement est important pour comprendre le processus de réconciliation, car il offre une perspective permettant de catégoriser les participants. Le cadre identitaire « nous et eux » du colonialisme simplifie le large éventail de récits historiques fondés sur l'identité des colons — c'est-à-dire leurs histoires de migration et / ou leurs trajectoires. Cette approche peut contribuer à réaffirmer la responsabilité collective des non-autochtones dans la poursuite des efforts de réconciliation.

L'exception ou la nuance apportée à la dichotomie colons-indigènes que proposent respectivement Joseph et Vowel dans le cas des descendants des esclaves peut expliquer en partie la confusion qui règne chez de nombreux Canadiens lorsqu'on les interroge sur la signification du colonialisme de peuplement. La preuve de cette confusion est fournie par un sondage d'opinion publique réalisé en février 2022 par la firme Léger Marketing pour le compte de l'Association d'études canadiennes, qui révèle qu'environ deux Canadiens sur trois ne considèrent pas le terme « colons » comme approprié pour désigner les Canadiens non autochtones. (Voir Tableau 1)

Toutefois, nous observons une forte variation générationnelle dans l'application du terme « colonisateur » aux personnes non autochtones. La majorité des répondants âgés de moins de 25 ans sont les plus susceptibles de convenir que le terme est applicable, tandis que ceux âgés de plus de 35 ans le sont beaucoup moins. (Voir Tableau 2)

Mais si la plus jeune cohorte de l'enquête Léger-ACS croit que le terme de colonisateur s'applique aux non-autochtones, une nette majorité de

**TABEAU 1. LE COLONIALISME DE PEUPEMENT EST DÉFINI COMME UNE FORME DE COLONIALISME QUI VISE À REMPLACER LA POPULATION D'ORIGINE (C'EST-À-DIRE LES PEUPLES AUTOCHTONES) DU TERRITOIRE COLONISÉ (LE CANADA) PAR UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ DE COLONS. CERTAINS OBSERVATEURS UTILISENT LE TERME « COLONS » POUR DÉCRIRE LES CANADIENS QUI NE SONT PAS AUTOCHTONES. PENSEZ-VOUS QUE CE TERME EST APPROPRIÉ POUR DÉCRIRE LES CANADIENS NON AUTOCHTONES ?**

|            | TOTAL | 18-24 | 25-34 | 35-44 | 45-54 | 55-64 | 65 + |
|------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| <b>OUI</b> | 34%   | 56%   | 42%   | 29%   | 28%   | 25%   | 31%  |
| <b>NON</b> | 66%   | 44%   | 58%   | 71%   | 72%   | 75%   | 69%  |

Source: Léger pour l'Association des Études Canadiennes, 4-6 février 2022

Canadiens âgés de 18 à 24 ans ne se considèrent pas comme des colons. La différence générationnelle observée dans le Tableau 1 diminue considérablement lorsqu'on demande aux Canadiens s'ils se considèrent comme des colons.

Lorsqu'on leur demande s'ils se considèrent comme des colons, environ trois quarts des non-immigrants et des immigrants rejettent cette étiquette. Le lieu de naissance ne semble pas être une considération

lorsqu'il s'agit de désigner les colons au Canada. La question de savoir si les nouveaux arrivants au Canada devraient être considérés comme des colons, quel que soit leur parcours, est également peu débattue. (Voir Tableau 3)

### UNE DÉFINITION DE LA DÉCOLONISATION

Une méconnaissance répandue de la nature de la décolonisation est à l'origine de l'ambiguïté apparente du discours public sur le colonialisme de

**TABEAU 2. VOUS CONSIDÉREZ-VOUS COMME UN COLON AU CANADA ?**

|            | TOTAL | 18-24 | 25-34 | 35-44 | 45-54 | 55-64 | 65 + |
|------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| <b>OUI</b> | 27%   | 39%   | 30%   | 26%   | 21%   | 26%   | 26%  |
| <b>NON</b> | 73%   | 61%   | 70%   | 74%   | 79%   | 74%   | 74%  |

Source: Léger pour l'Association des Études Canadiennes, 4-6 février 2022

**TABEAU 3. VOUS CONSIDÉREZ-VOUS COMME UN COLON AU CANADA ?**

|            | NÉ AU CANADA | NÉ À L'EXTÉRIEUR DU CANADA |
|------------|--------------|----------------------------|
| <b>OUI</b> | 28%          | 24%                        |
| <b>NON</b> | 72%          | 76%                        |

Source: Léger pour l'Association des Études Canadiennes, 4-6 février 2022

peuplement et l'identification des colons. La décolonisation peut être tout simplement définie comme la fin de la colonisation, mais cela soulève une question sur le sens du terme « colonial ». Selon une source : « La colonisation implique le contrôle des terres, des ressources, des langues, des cultures et des relations d'un groupe par un tiers. »

Toutefois, une majorité de Canadiens admet ignorer ce que signifie le terme décolonisation, puisque 60% des personnes interrogées dans le cadre du sondage Léger-ACS affirment ne pas comprendre ce que ce terme est censé impliquer. Une fois de plus, il y a une différence entre les générations : au moins un répondant sur deux âgé de moins de 35 ans, déclare être en mesure de comprendre ce que signifie la décolonisation, alors qu'environ un répondant sur trois âgé de plus de 35 ans dit ne pas le savoir.

Il n'est pas surprenant de constater que les répondants déclarant ignorer le sens de la décolonisation ne souscrivent pas non plus à l'idée que colonisateur est un terme approprié pour décrire les Canadiens non autochtones. Ce qui est plus surprenant, c'est

que la majorité des répondants à l'enquête qui prétendent comprendre le sens de la décolonisation ne partagent pas l'avis que colonisateur est un terme approprié pour définir les Canadiens non autochtones. (Voir Tableaux 4 et 5)

Plusieurs définitions de la décolonisation établissent un lien avec l'indigénisation et, comme le fait remarquer une source, si « ...la décolonisation est l'élimination ou le retrait des éléments coloniaux, alors l'indigénisation pourrait être considérée comme l'ajout ou le rétablissement d'éléments indigènes. »

Comment les Canadiens qui prétendent comprendre le sens de la décolonisation définissent-ils réellement ce terme? Le sondage Léger-ACS de février 2022 invitait les répondants à expliquer leur compréhension de la décolonisation. Les réponses varient, pour certains, il suffit de défaire le colonialisme, pour d'autres, il convient de reconnaître le lien entre la décolonisation, l'indigénisation et la réconciliation, comme on peut le constater ci-dessous. (Voir Tableau 6)

**TABLEAU 4. CERTAINS OBSERVATEURS ESTIMENT QUE LA DÉCOLONISATION DU CANADA EST L'UNIQUE SOLUTION POUR RÉPARER LES INJUSTICES HISTORIQUES COMMISES À L'ENCONTRE DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA. COMPRENEZ-VOUS CE QUE L'ON ENTEND PAR DÉCOLONISATION ?**

|     | TOTAL | 18-24 | 25-34 | 35-44 | 45-54 | 55-64 | 65 + |
|-----|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| OUI | 40%   | 56%   | 50%   | 38%   | 37%   | 33%   | 33%  |
| NON | 60%   | 44%   | 50%   | 62%   | 63%   | 67%   | 67%  |

Source: Léger pour l'Association des Études Canadiennes, 4-6 février 2022



TABLEAU 5.

|  |     | CERTAINS OBSERVATEURS ESTIMENT QUE LA DÉCOLONISATION DU CANADA EST L'UNIQUE SOLUTION POUR RÉPARER LES INJUSTICES HISTORIQUES COMMISES À L'ENCONTRE DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA. COMPRENEZ-VOUS CE QUE L'ON ENTEND PAR DÉCOLONISATION ? |        |
|--|-----|--|--------|
|  |     | OUI  | NON    |
| LE COLONIALISME DE PEUPEMENT EST DÉFINI COMME UNE FORME DE COLONIALISME VISANT À REMPLACER LA POPULATION D'ORIGINE (C'EST-À-DIRE LES PEUPLES AUTOCHTONES) DU TERRITOIRE COLONISÉ (LE CANADA) PAR UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ DE COLONS. CERTAINS OBSERVATEURS UTILISENT LE TERME « COLONS » POUR DÉCRIRE LES CANADIENS QUI NE SONT PAS AUTOCHTONES. PENSEZ-VOUS QUE CE TERME EST APPROPRIÉ POUR DÉCRIRE LES CANADIENS NON AUTOCHTONES ? | OUI | 45,2%  | 25,8%  |
|  | NON | 54,8%  | 74,2%  |
| TOTAL  |     | 100,0%   | 100,0% |

Source: Léger pour l'Association des Études Canadiennes, 4-6 février 2022

## CONCLUSION

David Moscrop, chroniqueur et politologue basé à Ottawa, écrit dans le *Washington Post* que « nombreux sont ceux qui souhaitent la réconciliation des autochtones, mais comme toujours, ils s'attendent à ne rien sacrifier ou presque pour y parvenir. Nombre de Canadiens ne supportent même pas qu'on les qualifie de ce qu'ils sont : des colons. » En effet, les résultats du sondage cités ci-dessus révèlent que la majorité des Canadiens rejettent cette étiquette. Certains considèrent le refus d'accepter une telle désignation comme un obstacle important à la réconciliation avec les peuples autochtones. Faisant écho à certains travaux de Chelsea Vowel, Moscrop ajoute que « ...le projet de réconciliation au Canada ne peut se poursuivre sans rendre compte du passé et du présent du colonialisme. La dénomination est

un facteur important de la compréhension. Sans cette dernière, il ne peut y avoir de réconciliation [...]. Par conséquent, la dénomination "des peuples non autochtones qui vivent au Canada et qui forment la majorité sociopolitique d'origine européenne" doit être encouragée, notamment en les désignant comme tels. »

Mais cette dernière déclaration implique une vision plus nuancée et moins réductrice de ce qui constitue un colon, et exempte potentiellement certains non-Européens de cette catégorisation. Mais comme nous l'avons vu plus haut, le défi plus vaste que représente la « dénomination » se reflète dans les enquêtes menées auprès des Canadiens, qui indiquent clairement que la majorité de la population ne comprend pas la signification des termes « colonisateur » ou « décolonisation ». Et même ceux

LA MAJORITÉ DES CANADIENS IGNORENT LA SIGNIFICATION DE LA DÉCOLONISATION  
ET DU COLONIALISME DE PEUPEMENT : EST-CE IMPORTANT ? - JACK JEDWAB

TABLEAU 6.

|  |      |   |      |
|--|------|---|------|
| COUPER LES LIENS AVEC LA MONARCHIE / LA REINE / LA GRANDE BRETAGNE                         | 8.8% | RÉCONCILIATION / RECONNAISSANCE DE TOUTES LES INJUSTICES / RÉPARATIONS                            | 3.4% |
| SUPPRESSION DU POUVOIR COLONIAL / CONTRÔLE / POLITIQUES / SYMBOLES                         | 7.3% | SE LIBÉRER DE L'HISTOIRE COLONIALE / ABORDER L'HISTOIRE DIFFÉREMENT                               | 3.3% |
| DÉFAIRE LE COLONIALISME / SE DÉBARRASSER DES COLONS  | 6.4% | QUITTER / SE RELOCALISER / DÉMÉNAGER HORS DU PAYS / DU CANADA                                     | 3.1% |
| RENDRE LE PAYS INDÉPENDANT / SE SÉPARER D'UNE COLONIE / LIBÉRER LES TERRES                 | 5.9% | GARANTIR À CHACUN LES MÊMES OPPORTUNITÉS / DROITS / ÉGALITÉ                                       | 2.4% |
| PERMETTRE AUX INDIGÈNES DE RECOUVRER LEURS TERRES / RESTITUER LES TERRES AUX INDIGÈNES     | 5.7% | SÉPARER LES PEUPLES LES UNS DES AUTRES / SÉPARATION   | 2.4% |
| OBTENIR L'INDÉPENDANCE / UN PAYS / UNE NATION INDÉPENDANT(E)                               | 5.4% | ABOLITION DES POLITIQUES D'ASSIMILATION / RESPECT DE LA CULTURE ET DU MODE DE VIE DES AUTOCHTONES | 1.8% |
| PERMETTRE AUX AUTOCHTONES DE SE GOUVERNER EUX-MÊMES / AUTONOMIE AUTOCHTONE / DÉTERMINATION | 4.1% | ACCEPTER LE PASSÉ / L'HISTOIRE COLONIALE  | 1.6% |
| AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE / POUVOIRS LÉGISLATIFS AUTONOMES / DONNER LE POUVOIR AU PEUPLE   | 3.6% | DOMINATION D'UN TERRITOIRE PAR UNE NATION / ÊTRE UNE COLONIE / EXPANSION DES TERRES COLONIALES    | 1.6% |
| RENFORCER LES DROITS ET LE POUVOIR DES AUTOCHTONES   | 3.6% | METTRE FIN À LA SUPRÉMATIE BLANCHE / LA RENDRE MOINS BLANCHE / PÉNALISER LES PERSONNES BLANCHES   | 1.3% |
| INDÉPENDANCE DES COLONIES  | 3.4% | GARANTIR À CHACUN LES MÊMES OPPORTUNITÉS / DROITS / ÉGALITÉ                                       | 2.4% |
| RÉCONCILIATION / RECONNAISSANCE DE TOUTES LES INJUSTICES / RÉPARATIONS                     | 3.4% | SÉPARER LES GENS LES UNS DES AUTRES / SÉPARATION  | 2.4% |
| SE DÉBARRASSER DE L'HISTOIRE COLONIALE / APPRÉHENDER L'HISTOIRE DIFFÉREMENT                | 3.3% | SUPPRESSION DES MESURES D'ASSIMILATION / RESPECT DE LA CULTURE / DU MODE DE VIE DES AUTOCHTONES   | 1.8% |
| QUITTER / SE RELOCALISER / DÉMÉNAGER HORS DU PAYS / DU CANADA                              | 3.1% | ACCEPTER LE PASSÉ / L'HISTOIRE COLONIALE  | 1.6% |

Source: Léger pour l'Association des Études Canadiennes, 4-6 février 2022

qui prétendent comprendre ces termes ne sont pas nécessairement aussi bien informés qu'ils le pensent. En autant que les principaux acteurs comprennent ce qu'ils veulent dire, la compréhension du message est sans importance pour certains. Le danger d'adopter un tel point de vue est de biaiser l'objectif fondamental de la réconciliation avec les peuples autochtones, qui ne constitue pas un projet de « société dans son ensemble ».

# LES SIX DÉCÈS DE SIR JOHN A. MACDONALD

PATRICE DUTIL

---

Patrice Dutil est professeur au département de Politique et Administration publique de l'Université Métropolitaine (anciennement Université Ryerson). Ses principaux intérêts de recherche sont le leadership politique et du secteur public, le processus du développement politique et l'étude des élections. Il a écrit, co-écrit ou édité 10 livres ainsi que d'innombrables articles de tout genre. Parmi ses nombreuses publications, il a codirigé *Sir John A. Macdonald at 200: New Reflections and Legacies* (Dundurn, 2014) et *Prime Ministerial Power in Canada: Macdonald, Laurier and Borden* (UBC Press, 2017).

En 2015, époque où les Canadiens étaient surtout heureux d'observer (discrètement) le 200<sup>e</sup> anniversaire de Sir John A. Macdonald, 10 statues lui étaient dédiées<sup>1</sup>.

Aujourd'hui, il y en a deux, qui ne sont pas visibles. L'une se trouve sur la colline du Parlement, derrière la Bibliothèque du Parlement, mais en raison de tous les travaux de construction en cours, on ne peut pas l'observer facilement. L'autre (et à mon avis, la meilleure) se trouve à l'extrémité sud de Queen's Park à Toronto, et elle est également soustraite à la vue du public.

Les statues ont été détruites, dans les grandes villes comme dans les petites communautés, de Victoria

à Charlottetown. La rage contre Macdonald et ce que quelques individus estiment qu'il représentait a facilement atteint 5 sur l'échelle des ouragans pour l'air chaud, et les seules statues qui ont pu y résister sont celles qui se trouvent sous la garde permanente de la sécurité du Parlement.

Une histoire digne de ce nom sera un jour écrite sur cette disparition soudaine mais, pendant que l'attente est de rigueur, quelques observations s'imposent pour aider à classer les outils meurtriers.

## LA MORT PAR INSINUATION

L'assaut contre la réputation de Macdonald a été galvanisé par la publication de *Clearing the*

---

1 D'est en ouest: Charlottetown, Montréal, Kingston, Toronto, Hamilton, Picton, Ottawa (2), Baden (comté de Wilmot, Ont.), Régina et Victoria.

*Plains Disease, Politics of Starvation, and the Loss of Aboriginal Life* de James Daschuk, parue en 2013. Aucun livre dans l'histoire du Canada n'a jamais eu un tel impact.

En fait, il y avait peu de nouveautés dans le livre de Daschuk, car il était en grande partie constitué de sources secondaires qui avaient amplement documenté les conditions de santé des peuples autochtones des plaines, dans la dernière moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il avait le mérite d'une démarche sur le long terme, remontant jusqu'au début des années 1300 pour spéculer sur la santé des peuples indigènes qui vivaient dans la partie nord de l'hémisphère. La vie était loin d'être facile, car les communautés étaient frappées par des vagues de maladies et de famine, mais, selon M. Daschuk, cela n'était rien comparé à ce qui s'est produit après que le gouvernement canadien ait pris possession de la Terre de Rupert en 1869. Il n'a jamais utilisé le mot «génocide» dans son livre et Daschuk n'a fourni aucun chiffre qui justifierait ce terme, mais de nombreux lecteurs désireux de confondre le premier Premier ministre se sont appuyés sur les vagues allégations de Daschuk pour étiqueter les politiques de Macdonald comme rien de moins. Le livre *Clearing the Plains* a permis de récolter toutes les insinuations nécessaires pour monter une campagne de haine contre le premier Premier ministre du Canada.

Le rapport de la Commission de vérité et de réconciliation, publié deux ans plus tard, avait remarquablement peu à dire, en particulier sur Macdonald. Il a dû souligner la loi de 1883 de son gouvernement qui a instauré les pensionnats indiens, mais il a aussi décrit en détails les raisons de l'utilisation des écoles pour assimiler les

enfants autochtones, qui datent de certains des premiers contacts. Quoi qu'il en soit, il ne laisse aucun doute sur le fait que le méchant de l'histoire est Macdonald. Dans le premier paragraphe de sa préface, il présente Macdonald non pas comme un simple premier ministre, mais comme le leader de «la culture de la société canadienne euro-chrétienne juridiquement dominante.» Cette affirmation douteuse a fait de Macdonald le paratonnerre de toutes les condamnations du Canada et a contribué à renforcer l'idée que s'il n'avait pas été «le chef», tout se serait bien passé. Et pourtant, Macdonald n'est mentionné qu'une seule fois dans le résumé des 535 pages du rapport final de la Commission de vérité et de réconciliation du Canada. Les 1 025 pages de *L'histoire, partie 1: Origines à 1939* cite Macdonald 14 fois. Fait remarquable, il n'est jamais cité comme ayant exprimé le souhait de voir la population autochtone souffrir physiquement (il n'avait en revanche aucun scrupule à indiquer sa volonté de l'assimiler).

Les révélations de la fin mai 2021, selon lesquelles il y avait 215 tombes non identifiées près du pensionnat de Kamloops (situé sur Tk'emlúps te Secwépemc Première Nation), ont eu l'impact le plus dévastateur sur toutes les statues de Macdonald. Au cours de cet été, tous les monuments existants ont été retirés, en raison de l'association entre Macdonald et les pensionnats. C'était une véritable insinuation. Aucune tombe «cachée» n'a en fait été identifiée.

## LA MORT PAR LES MÉDIAS

Et pourtant, à ce jour, le site Internet de la CBC présente toujours une histoire selon laquelle «les restes de 215 enfants ont été retrouvés enterrés» à Kamloops. Je laisse à d'autres, le soin de commenter

le rôle des médias sociaux dans la propagation de l'incompréhension de Macdonald, mais les médias grand public ont fait preuve d'une négligence remarquable dans la remise en question de revendications extraordinaires. Le choix des mots et la façon dont les « révélations » à Kamloops et, plus tard, en Saskatchewan et au Manitoba, ont été présentées ne laissaient planer aucun doute sur le fait que le méchant était Macdonald.

### **LA MORT PAR « STARCHAMBER » JUGEMENT À HUIS CLOS**

De nombreux maires et conseils municipaux étaient désormais terrifiés à l'idée d'être associés à Sir John A. Macdonald. À Victoria, en Colombie-Britannique, en 2018, c'est le maire qui a dirigé la campagne visant à retirer la statue qui avait été érigée en 1982, et le conseil municipal a finalement voté à 7 contre 4 en faveur de son retrait. La vague générale de destruction de statues qui a balayé l'Amérique du Nord à l'été 2020 a réclamé d'autres Macdonald. En juin 2020, par un vote de 4-2, les conseillers du canton de Wilmot ont retiré la statue de Macdonald récemment sculptée qui se trouvait devant les bureaux du canton à Baden, en Ontario, près de Kitchener.

Les monuments à la mémoire de Macdonald et de Sir George-Etienne Cartier qui saluaient les arrivées à l'aéroport d'Ottawa ont également été retirés par les gestionnaires de l'aérogare sous prétexte qu'ils constituaient un « déclencheur d'émotions » pour les peuples autochtones et ont discrètement été entreposés en août 2020. Ils pourraient un jour faire leur apparition au Musée canadien de l'histoire.

Les « révélations » de mai 2021 à Kamloops ont convaincu d'autres administrations municipales. À Kingston, où Macdonald a vécu la majeure partie de sa vie (lorsqu'il n'était pas à Ottawa), le conseil municipal a soumis la question à un vote et un seul des 13 conseillers a voté en faveur du maintien de la statue. Ce monument emblématique, érigé au City Park en 1895, a été démonté plus tard cet été là. Le conseil municipal de Charlottetown — la capitale de l'Île-du-Prince-Édouard qui a longtemps prospéré en racontant l'histoire de la réunion de Charlottetown de 1864 (dont Macdonald a pourtant donné toute sa signification) — a voté à l'unanimité pour le retrait de sa statue de Macdonald, aussi à la lumière des conclusions de Kamloops. Dans aucun de ces cas, il n'y a eu d'audience ou de débat public sur la question. Toutes les décisions ont été prises à l'interne.

Le cas le plus tragique est probablement celui de Picton, en Ontario. Après des années de collecte de fonds et de sensibilisation, un groupe a réussi à convaincre la ville d'ériger un monument pour honorer le site du premier procès de Macdonald, et ce, à temps pour le bicentenaire de sa naissance. Le monument a été vandalisé cinq ans plus tard et entreposé. Le conseil du comté de Prince Edward a voté en faveur de la réhabilitation de la statue, puis a proposé de la placer dans un musée. Les militants pro-Macdonald considérant ces compromis insultants ont décliné l'offre. Le magnifique monument, une création de la célèbre sculptrice Ruth Abernethy, restera caché pendant très longtemps. (Il convient de souligner que le monument de près de 130 ans dédié à Egerton Ryerson, longtemps surintendant de l'éducation en Ontario, a été détruit à l'été 2021 en réaction à l'événement de

Kamloops).

### **LA MORT PAR PRINCIPE**

À l'été 2017, la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario a adopté une résolution pour inciter les conseils scolaires à retirer le nom de Macdonald des écoles. Aujourd'hui, au Canada, quatre écoles qui portaient auparavant le nom de Sir John A. Macdonald ont changé d'identité.

La première à réagir se trouve en Nouvelle-Écosse. En avril 2021, l'école secondaire Sir John A. Macdonald d'Upper Tartallon a été renommée Bay View High School. En avril 2022, à Brampton (Ontario), une école primaire a été rebaptisée Nibi Emosaawdang, lors d'une cérémonie dirigée par des aînés autochtones. Il n'est pas certain qu'il y ait eu un véritable vote sur le changement de nom, mais le Peel District School Board a pris soin d'indiquer que des consultations avec les Mississaugas de Credit, les Métis de la rivière Credit, le Peel Indigenous Network of Employees, l'Indigenous Network et le Credit River Métis Council avaient eu lieu. La consultation était louable, mais à peine suffisante ou démocratique; la population autochtone de la région de Peel est estimée à un pour cent de la population).

À Pickering, il a été décidé début 2022, que l'école publique Sir John A. Macdonald serait remplacée par Biidassige Mandamin pour l'année scolaire 2022-23. Cette décision a été approuvée par les commissaires du conseil scolaire du district de Durham par un vote de 7 contre 1.

Et la région de Waterloo a renommé son école secondaire Sir John A. Macdonald, la plus grande de la région, à Laurel Heights. Les initiatives ont toutes été prises par les directeurs d'école, et non par des appels de la communauté.

### **LA MORT PAR DÉMEMBREMENT**

Cela s'était déjà produit à Montréal, mais jamais avec une telle rage. En août 2020, à la suite d'un rassemblement pour le définancement de la police, la colère des manifestants était si intense qu'une statue massive de Macdonald, vieille de 126 ans, a été arrachée de son socle et sa tête a été arrachée. La police s'est contentée de regarder cet acte de vandalisme public, avant d'intervenir.

Le monument de Macdonald qui se dresse dans le parc Gore au centre-ville de Hamilton a également été vandalisé à de nombreuses reprises, mais le Conseil municipal a résolument choisi d'y souscrire. En juillet 2021, le Conseil a voté à 12 contre 3 pour que le monument soit maintenu à l'endroit où il se trouve depuis 1893, mais la démocratie ne pouvait guère lui offrir une grande protection. Le 14 août 2021, la statue a été renversée lors d'un rassemblement pour la liberté des indigènes.

### **LA MORT PAR UN MILLIER DE COUPURES**

Le couperet peut frapper d'un seul coup, mais les mille petites excisions dans les programmes scolaires du pays ont été tout aussi efficaces. L'enseignement de l'histoire canadienne est affamé et Sir John A. Macdonald a été essentiellement rayé du programme. Les élèves sont en 7<sup>e</sup> année (et ont 12 ou 13 ans) lorsqu'ils rencontrent Macdonald

pour la première et la seule fois de leur scolarité. Le message, selon un échantillonnage rapide des guides pédagogiques, est que la Confédération a eu lieu, puis trois ans plus tard, Louis Riel a mené l'insurrection contre le Canada. Quinze ans plus tard, Riel a été exécuté par Macdonald.

Les élèves ne reverront pas Macdonald au cours de leur vie scolaire. (Il faut souligner ici que la plupart des provinces n'exigent pas de crédit en histoire du Canada pour l'obtention du diplôme d'études secondaires, à l'exception du Manitoba, de l'Ontario et du Québec, et que l'histoire du Canada au secondaire, lorsqu'elle est enseignée, porte entièrement sur le XX<sup>e</sup> siècle).

Qui est à blâmer pour cette pauvreté intellectuelle? Ne cherchez pas plus loin que les premiers ministres, de la gauche à la droite, qui omettent d'invoquer l'histoire pour expliquer l'orientation de leur province et du Canada et ne prononcent jamais un mot sur le curriculum d'histoire. Il ne s'agit pas d'un changement anodin dans la culture politique. Sir John A. Macdonald est probablement le seul Canadien dont les réalisations sont considérées d'un bout à l'autre du pays tant elles sont impressionnantes. Outre ses efforts remarquables pour créer un consensus autour de l'idée de la Confédération, il a supervisé le rattachement des territoires à l'Ouest et l'incorporation de la Colombie-Britannique et de l'Île-du-Prince-Édouard au projet du Canada. En outre, il a été élu député à six reprises et a dirigé le gouvernement pendant près de 20 ans. La majeure partie du temps, son parti a remporté près de la moitié des voix des Canadiens. Il a proposé d'accorder le droit de vote aux femmes, l'a accordé aux hommes autochtones

qui répondaient aux critères auxquels étaient soumis les hommes blancs et a augmenté le nombre d'électeurs de 40%.

Peu de gens peuvent nier que Macdonald mérite le respect en tant que principal architecte d'un pays qui fait l'envie du monde entier. On peut difficilement imaginer qu'une communauté aux États-Unis change le nom de George Washington dans une école (San Francisco a fait une tentative en 2020 mais a dû faire face à une tempête de protestation) ou, que le nom de Charles De Gaulle soit supprimé des écoles en France afin d'être plus à la mode. À leur réalisation, les monuments sont protégés par un sentiment général de mémoire et de gratitude.

Macdonald était également un produit de la démocratie qui a œuvré pour en approfondir la qualité. Ses contemporains l'ont reconnu. Les statues de Montréal, Kingston, Toronto et Hamilton sont le fruit de petits dons de milliers de citoyens. Elles ont été dévoilées devant des dizaines de milliers de personnes. Elles étaient en quelque sorte, le produit d'une volonté démocratique.

Cette popularité a naturellement été émusée par le temps, et par le fait que Macdonald n'a pas été enseigné à l'école. Pourtant, un sondage public Léger réalisé pour Postmedia à l'hiver 2022 a démontré que le soutien au Premier ministre était étonnamment élevé (sauf chez les jeunes adultes) et que les répondants s'opposaient catégoriquement à ce que son nom soit retiré des espaces publics. Pas moins de 350 personnes ont assisté à un gala en l'honneur de Macdonald à l'hôtel Royal York en janvier 2015, et lorsque le monument à la mémoire de Macdonald a été



dévoilé à Picton lors de la fête du Canada 2015, près de 1 000 personnes étaient réunies pour en témoigner.

En revanche, les décès de Macdonald au XXI<sup>e</sup> siècle ont été perpétrés par des chuchotements, des réunions à huis clos et des actes de terrorisme. Les décisions prises par les élus dans des fonctions qui

suscitent généralement peu d'attention vont éroder la foi et la confiance dans ces institutions, car la classe dirigeante semble déterminée à miner le sentiment d'appartenance de la plupart des Canadiens. Le fantôme de Macdonald risque de hanter la politique encore longtemps, d'une manière que ni lui, ni la majeure partie de la population ne souhaitent.

# DE QUELQUES OBSTACLES À LA MULTIPERSPECTIVITÉ : L'HISTOIRE ET LES PERSPECTIVES AUTOCHTONES DANS L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE AU QUÉBEC

SABRINA MOISAN, UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE ET JEAN-PHILIPPE WARREN, UNIVERSITÉ CONCORDIA

---

Les appels à l'action de la Commission Vérité et réconciliation du Canada ont donné un nouvel élan au projet d'inclusion de l'histoire des Premiers Peuples dans les programmes d'études, de la maternelle jusqu'au postsecondaire. Pour mieux comprendre comment se dessine cet effort dans les institutions d'enseignement québécoises, nous avons mené des entrevues auprès de 45 personnes chargées de donner des cours d'histoire du Québec et du Canada au secondaire et à l'université. Ce projet de recherche<sup>1</sup> vise à cerner les progrès et les résistances par rapport à l'inclusion des perspectives autochtones dans l'histoire québécoise et canadienne.

## **UN ENGAGEMENT SINCÈRE DANS LE PROJET D'INCLUSION**

Quand la question leur a été posée, les personnes enseignantes interrogées se sont montrées

favorables au mouvement actuel d'inclusion de l'histoire et des perspectives autochtones dans les cours d'histoire. Il en va, précisent-elles, de la vérité historique, dans la mesure où l'histoire québécoise et canadienne a été trop longtemps écrite en fonction des seuls intérêts du groupe eurocanadien. En outre, certaines personnes jugent essentiel de mieux connaître l'histoire des Premiers Peuples dans le but de combattre les stéréotypes qui persistent à leur égard. En abordant de front une histoire conflictuelle, elles espèrent s'affranchir du lourd héritage du passé colonial afin de bâtir un avenir plus serein, apaisé, voire réconcilié. Ainsi, elles souhaitent aborder des contenus autochtones par devoir moral et politique, parce qu'il faut, dans les mots d'une personne rencontrée, « réparer les pots cassés » (HUF17fr).

Cette ouverture est le reflet de profonds changements au sein de la société québécoise tout

entière. En août 2020, un sondage Léger réalisé pour le compte de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador révélait que huit Québécois.e.s sur 10 ont une opinion positive des Premières Nations et neuf sur 10 estiment qu'elles font l'objet de discrimination ou de racisme. « L'opinion des Québécois, déclarait alors le Chef de l'APNQL, Ghislain Picard, a grandement évolué<sup>2</sup>. » D'ailleurs, comparé à la moyenne du reste du Canada, c'est au Québec que l'on trouve la plus forte proportion de gens qui appuie les revendications territoriales des peuples autochtones et qui croient que le gouvernement canadien devrait en faire plus pour régler les différends avec les peuples autochtones.

### PRINCIPAUX OBSTACLES À L'INCLUSION

Il reste que des obstacles nombreux parsèment le chemin de la réconciliation.

Le point qui revient le plus régulièrement dans les propos des personnes rencontrées lors de notre recherche, c'est le manque de connaissances personnelles et de ressources pédagogiques. On dénonce le fait que le matériel pour l'enseignement en classe est lacunaire et que le ministère de l'Éducation ne fournit pas les outils nécessaires à l'intégration des connaissances dans les matières au programme. Certes, au Québec, des éléments d'histoire autochtone ont été ajoutés dans les différents chapitres à couvrir par le programme Histoire du Québec et du Canada, enseignée en secondaire 3 et 4. Mais comme, au-delà de ces ajouts, aucune aide particulière n'est octroyée aux personnes enseignant les cours d'histoire, les enseignant.e.s, déjà écrasés par une lourde charge de travail, ne peuvent par elles-mêmes répondre aux appels à

l'action de la commission Vérité et réconciliation.

On se trouve ici devant un cercle vicieux : si l'état des savoirs sur l'histoire et les perspectives autochtones chez les personnes enseignantes est lacunaire, c'est en partie en raison des déficiences des manuels et les programmes scolaires des périodes précédentes ayant servi à leur formation<sup>3</sup>. Or, il est à craindre que les générations qui sortent aujourd'hui des facultés d'éducation ne reproduisent, faute de formation réellement adéquate, la dynamique passée en lui ajoutant seulement quelques éléments autochtones ornementaux.

Cette piètre préparation est exacerbée par l'opinion selon laquelle l'histoire autochtone est encore à faire, soit parce que les Autochtones n'ont pas laissé suffisamment de traces (archéologiques, écrites, orales), soit parce que l'historiographie a trop longtemps négligé ce champ d'études. De manière plus profonde encore, pour les personnes enseignantes d'histoire (tout spécialement celles qui travaillent à l'université), l'histoire autochtone souffre du fait que le cadre théorique « occidental-centrique » n'est pas adéquat pour penser les expériences historiques autochtones. Le dialogue nécessaire entre les systèmes de savoirs autochtones et les épistémologies occidentales<sup>4</sup> leur paraît un exercice difficile. Plusieurs allochtones ont d'ailleurs affirmé ne pas se sentir légitimes pour parler de l'histoire autochtone<sup>5</sup>.

D'autres personnes rencontrées (en particulier celles qui travaillent au secondaire), se souciant du bien-être de leurs classes, cherchent la manière d'enseigner des contenus délicats sans susciter un sentiment de culpabilité ou d'horreur. Elles tentent de donner la pleine mesure de la violence perpétrée

envers les Premières Nations (par exemple, le génocide), tout en ménageant la sensibilité de leurs élèves. Elles croient que, comme tout sujet sensible, l'histoire coloniale a besoin d'être « refroidi », ce qui en fait un objet compliqué à aborder.

Quelques personnes avouent également se sentir mal à l'aise vis-à-vis un mouvement qu'elles jugent relever beaucoup trop de revendications politiques, comme l'auraient été à une autre époque le mouvement pour l'histoire des femmes ou celui pour l'histoire de la classe ouvrière. Elles considèrent qu'il y a un côté « bien-pensant » au projet d'inclusion de l'histoire et des perspectives autochtones dans les cours d'histoire, et ce relent de rectitude politique mitige leur volonté d'en faire davantage. On perçoit chez elles une ambivalence : l'enthousiasme pour l'enjeu d'une histoire inclusive est réel, mais les motifs de cette acceptation suscitent par eux-mêmes une certaine réticence. Tout en affirmant que le sentiment de justice doit habiter l'exercice d'enseignement de l'histoire, on se méfie d'une trop forte moralisation du récit historique. C'est donc, non sans paradoxe, les raisons d'un engagement en faveur d'un enseignement qui prend en compte les réalités autochtones qui nourrissent parfois, chez nos interviewé.e.s, une certaine prudence.

Enfin, des interviewé.e.s croient qu'il ne faut pas seulement identifier les « angles morts » de l'histoire coloniale, voire colonialiste, afin d'ajouter des contenus, mais qu'il faut aussi réécrire le récit commun à partir de nouveaux repères. Cela soulève chez certains francophones un enjeu, dans la mesure où l'histoire autochtone vient miner le principe d'une seule trame nationale panquébécoise.

Dans le projet que nous avons mené, la quasi-totalité des personnes répondantes a affirmé préconiser une intégration de l'histoire autochtone à même le récit actuellement enseigné dans les écoles et les universités. Les moments où des « contenus autochtones » sont ajoutés dans leur cours par les personnes répondantes touchent surtout l'époque pré-coloniale, la période coloniale de la Nouvelle-France, le système des réserves, les pensionnats, l'expérience capitaliste du 19<sup>e</sup> siècle, la colonisation de l'Ouest, la formation du peuple Métis, la *Loi sur les Indiens*, les enjeux contemporains, les débats constitutionnels et la crise d'Oka. Ce sont autant de moments où l'histoire autochtone se trouve greffée à la trame narrative conventionnelle de l'histoire du Québec et du Canada.

## PISTES POUR LA MULTIPERSPECTIVITÉ

De manière générale, les approches proposées dans les entrevues que nous avons réalisées s'inscrivent dans l'addition de contenus aux programmes existants. Elles ne remettent pas beaucoup en question les perspectives eurocanadiennes. L'attachement à la trame nationale semble encore solide et la réflexion sur d'autres manières de concevoir l'histoire et le passé est à peine entamée. L'éthos canadien-français semble particulièrement prégnant chez les répondants francophones, tant au secondaire qu'à l'université. L'impérialisme cognitif dénoncé par Battiste et Youngblood Henderson<sup>6</sup> semble ainsi encore bien actif dans les classes d'histoire du Québec.

Il y a bien une ouverture à faire une place aux voix autochtones, mais on ne constate pas vraiment de remise en question de la façon d'écrire ou d'enseigner l'histoire du Québec et du Canada.

Ce sont notamment les répondants s'identifiant comme anglophones qui cherchent à sortir du cadre national québécois pour mieux rendre compte des expériences et perspectives autochtones<sup>7</sup>. L'une des personnes rencontrées privilégie une histoire canadienne, mais dont la trame narrative est celle des luttes des minorités et des Autochtones pour la reconnaissance de leurs droits et pour leur dignité. Un autre s'aventure sur le terrain d'une histoire transnationale qui suit les groupes humains et leurs activités plutôt que de rester collé aux faits associés au développement national. Ces pistes ne sont pas représentatives des résultats généraux de notre enquête, mais elles montrent que d'autres options sont possibles.

Il nous semble, pour notre part, que l'inclusion de différentes expériences historiques dans l'enseignement de l'histoire peut se faire en adoptant le prisme de la multiperspectivité<sup>8</sup>, c'est-à-dire non seulement par l'ajout de contenus propres aux cultures et visions du monde de groupes minorisés et par

l'inclusion de thèmes sensibles (comme la colonisation, les persécutions, le génocide, l'esclavage<sup>9</sup>), mais aussi par la remise en question des récits nationaux et de leurs fonctions. Les expériences et perspectives propres des groupes minorisés doivent être davantage reconnues<sup>10</sup>.

Des pistes intéressantes sont proposées par quelques personnes ayant participé à notre projet, lesquelles mentionnent la nécessité d'intégrer les voix des Autochtones dans un récit pluralisé. Pour ce faire, ces personnes privilégient l'usage de témoignages et de documents produits par les Autochtones eux-mêmes (dont l'histoire orale, notamment auprès des leaders des communautés). Elles proposent par ailleurs de procéder à une lecture différente des sources, à la lumière des expériences propres aux autochtones. Bref, elles invitent à varier les sources et à remettre en question la manière traditionnelle de construire les récits historiques. Cette multiperspectivité nous semble particulièrement porteuse pour l'avenir.

## RÉFÉRENCES

1. Moisan, S. et al. « La pluralité des expériences historiques dans le passé national et son enseignement. Représentations des historiens, des enseignants et des futurs enseignants du secondaire » [CRSH, 2017-2022].
2. Lia Lévesque, « Les Québécois ont une opinion positive des Premières nations, selon un sondage », *La Presse*, 12 août 2020.
3. Battiste, M. (2013). *Decolonizing education: nourishing the learning spirit*. Purich; Bories-Sawala, H. E. et Martin, T. (2020). *EUX et NOUS La place des Autochtones dans l'enseignement de l'histoire nationale du Québec* (vol. 1). Université de Brême. [http://classiques.uqac.ca/contemporains/Bories-Sawala\\_Helga\\_Elisabeth/Eux\\_et\\_Nous\\_vol\\_1/Eux\\_et\\_Nous\\_vol\\_1.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Bories-Sawala_Helga_Elisabeth/Eux_et_Nous_vol_1/Eux_et_Nous_vol_1.html); Larochelle, C. (2021). *L'École du racisme. La construction de l'altérité à l'école québécoise (1830-1915)*, PUM.
4. Voir par exemple Marker, M. (2011). « Teaching History from an Indigenous Perspective: Four Winding Paths up the Mountain ». Dans P. Clark (dir.), *New Possibilities for the Past: Shaping History Education in Canada* (p. 97-112). UBC Press.
5. Ce sentiment semble partagé par les personnes enseignantes allochtones de partout au pays. Kanu, Y. (2005). Teachers' Perceptions of the Integration of Aboriginal Culture Into the High School Curriculum. *The Alberta Journal of Educational Research*, 51(1), 50-68; David Scott & Raphaël Gani (2018) Examining social studies teachers' resistances towards teaching Aboriginal perspectives: the case of Alberta, *Diaspora, Indigenous, and Minority Education*, 12:4, 167-181.
6. Battiste, M. et [Sa'Ke'J]Youngblood Henderson, J. (2018). « Compulsory Schooling and Cognitive Imperialism: A Case for Cognitive Justice and Reconciliation with Indigenous Peoples ». In: Trimmer, K., Dixon, R., S. Findlay, Y. (eds) *The Palgrave Handbook of Education Law for Schools*. Palgrave Macmillan, Cham.
7. Voir aussi Moisan, S., Warren, J.-P., Zanazanian, P., Hirsch, S. et Maltais-Landry, A. (2020). « La pluralité des expériences historiques dans le passé du Québec et du Canada: Points de vue des historiennes et historiens universitaires ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 74(1-2), 103. <https://doi.org/10.7202/1075497ar>
8. Stradling, R. (2003). *Multiperspectivity in history teaching. A guide for teachers*, Council of Europe; Wansink, B., Akkerman, S., Zuiker, I. et T. Wubbels (2018). Where Does Teaching Multiperspectivity in History Education Begin and End? An Analysis of the Uses of Temporality, *Theory & Research in Social Education*, 46:4, 495-527.
9. Jackson, R. (2021, 10 mars). An Introduction to Decolonising the History Curriculum. Euroclio. <https://euroclio.eu/2021/03/10/an-introduction-to-decolonising-the-history-curriculum/>
10. Banks, J. (2008). Diversity, Group Identity, and Citizenship Education in a Global Age, *Educational Researcher*, 37, 3, 129-139; Moisan, S., Zanazanian, P. et Maltais-Landry, A. (2020). « Enseigner l'histoire de son pays. Quelles postures et pratiques d'enseignants québécois à l'égard de la prise en compte de la pluralité des expériences? » Dans N. Fink, M. Furrer et P. Gautschi (dir.), *The Teaching of the History of One's Own Country* (p. 203-228). Wochenschau Verlag.



**ALONG THE RIVER**  
Jared Tait



**CANADIAN LYNX**  
Jared Tait



## SECTION II

# CE QUE L'ON NOUS A ENSEIGNÉ DANS NOS LIVRES D'HISTOIRE NE CORRESPOND PAS À LA RÉALITÉ

ALBERT DUMONT

---

Albert « South Wind » Dumont est un conseiller spirituel, conteur et activiste algonquin de Kitigan Zibi Anishinabeg. Le territoire traditionnel et non cédé du peuple algonquin comprend la région de la capitale nationale, et M. Dumont est le Poète lauréat de langue anglaise de la ville d'Ottawa. Il est l'auteur de plusieurs recueils de poésie – dont *With the Wind and Men of Dust* (2012) et *Sitting By The Rapids* (2018) –, a coécrit et interprété la pièce *Bloodline* (2022), en plus de publier de nombreux essais et articles. Il mène une campagne à Ottawa pour faire pression sur la Commission de la capitale nationale afin qu'elle renomme la promenade Sir John A. Macdonald.

*Ce qui suit est une transcription révisée d'une entrevue avec Albert Dumont réalisée en juillet par le journaliste et professeur de l'Université Carleton Randy Boswell, éditeur invité de ce volume.*

**Q. Que pensez-vous du débat actuel sur les statues, les noms de lieux et autres points de repère commémoratifs au Canada, ainsi que de la façon dont ce débat rejoint le projet de réconciliation et vos propres expériences dans la région d'Ottawa? S'agit-il d'une partie importante de la réconciliation?**

R. Pour moi, la réconciliation consiste à faire preuve d'ouverture d'esprit et de bon sens à l'égard des faits historiques concernant les peuples autochtones et, en définitive, à se sentir en paix et à souhaiter le

meilleur à tous. Mais d'abord, nous devrions nous pencher sur l'histoire de la création du Canada. Les Canadiens appellent « Pères de la Confédération » les architectes qui ont élaboré les premières lois et politiques fondatrices de notre pays. Ces soi-disant Pères de la Confédération ont également établi la *Loi sur les Indiens*. Ils étaient tous des hommes blancs; les femmes ne jouaient aucun rôle. Les femmes blanches elles-mêmes étaient opprimées à cette époque de l'histoire du Canada. Aucun homme de couleur ne fut impliqué dans la *Loi sur les*

*Indiens.* Y a-t-il quelque chose de plus oppressif, de plus hostile à l'humanité, que la *Loi sur les Indiens*? Pourtant, un grand nombre de ces hommes qui ont instauré la *Loi sur les Indiens* ont des statues érigées en leur honneur.

Selon moi, c'est déplorable. Lorsque les enfants des pensionnats indiens sont morts, je ne pense pas que Sir John A. — « tuer l'Indien dans l'enfant » — Macdonald ait versé une larme pour eux. Les gens d'aujourd'hui disent: « Oubliez ça. » Mais c'est parce que tous les jeunes disparus étaient des enfants indigènes. S'il s'était agi d'enfants blancs, les Blancs de ce pays auraient voulu que quelque chose soit fait. Ils voudraient que justice soit faite. Pour avoir de la compassion ou de l'empathie, il faut voir le monde à travers les yeux des personnes qui ont été opprimées pendant de nombreuses générations. J'ai mal au cœur chaque fois que je vois une statue de John A. Macdonald. Je sais qu'il y a beaucoup de gens qui adorent le premier Premier ministre du Canada. Ils pensent qu'il devrait être honoré à jamais par les Canadiens. Ce n'est pas ainsi que je le conçois. J'ai vraiment été offensé lorsqu'ils ont emprunté une route longeant la Grande Rivière des Algonquins Anishinabe et l'ont nommée la promenade John A. Macdonald.

[Ed. Note: *L'ancienne promenade de l'Otaouais à Ottawa a été rebaptisée promenade Sir John A. Macdonald par le gouvernement fédéral conservateur en août 2012.*]

**Certains de ceux qui s'opposent aux changements apportés au paysage commémoratif soutiennent que c'est « effacer l'histoire ». Qu'en pensez-vous ?**

C'est une simple question à laquelle je peux

répondre parce que c'est faux. C'est un mensonge. L'histoire telle qu'elle est écrite, ce que l'on nous a enseigné dans nos livres d'histoire et nos salles de classe, n'est pas réelle. C'est une histoire qui devrait être effacée parce qu'elle est unilatérale — le grand mensonge, comme on dit. Ces gens qui sont dépeints comme des héros, devraient être effacés [...]. Lorsque nous évoquons l'histoire du Canada, nous comprenons ce qui contribue à la vision du monde qu'ont les Canadiens, à savoir que les peuples autochtones, au moment du contact avec les Européens, étaient inutiles et de l'âge de pierre, et que sans les colons, nous serions morts misérablement.

**Dans quelle mesure pensez-vous que les historiens et les autres personnes qui éduquent les populations concernant le passé sont importants pour changer cet état d'esprit? En matière de réconciliation, pensez-vous qu'il soit possible de tisser ensemble les récits de tous ceux qui vivent aujourd'hui dans ce pays pour créer une histoire complète et plus authentique ?**

C'est tout à fait possible. Il faut commencer par la génération qui débute actuellement sa scolarité — en première année ou même en maternelle... Les historiens ne peuvent pas relater l'histoire uniquement pour satisfaire ceux qui les paient. Ils doivent faire preuve de largeur d'esprit et exposer les faits concernant la grande richesse de ce pays et la façon dont les Pères de la Confédération l'ont reconnue. Ils se sont dit: « Il faut qu'on entre dans ce coffre-fort. » Mais ils savaient aussi que pour violer et piller les richesses de la terre, ils devaient d'abord opprimer les premiers habitants du pays. Les communautés de colons et leurs élus ont été jusqu'à attenter au génocide des peuples indigènes. Ils (les

communautés de colons) étaient motivés par la cupidité. Les élèves doivent en être informés dans leurs classes.

Il y a quelques années, je me promenais en forêt avec des enseignants. Nous sommes arrivés à un endroit au lac Pink [dans le parc de la Gatineau]; le paysage était rocheux, la terre arable était rare. Pourtant, dans cet espace rocheux se dressait un grand pin, fier et fort. Il y avait aussi un cèdre, un bouleau jaune, un bouleau blanc et un sapin baumier à proximité du pin. Tous ces arbres poussaient sur ce paysage rocheux. J'ai dit aux enseignants : « Nous savons que les racines de ces arbres ne peuvent pas être profondes à cause de la roche. Par conséquent, les racines des arbres se déploient et s'entrecroisent avec celles de leurs voisins. Une grosse tempête pourrait survenir et les arbres ne basculeraient pas parce qu'ils sont soutenus par leurs voisins. » Et c'est ainsi que le Canada devrait être : Des racines indigènes entremêlées à celles des colons. Certains sont des pins, d'autres des cèdres, d'autres des bouleaux, d'autres encore des sapins baumiers. Et cela constitue la communauté. C'est le peuple de la terre. Et aucune tempête ne nous fera tomber tant que nous resterons honorables et que nous respecterons les racines des autres. Nous pouvons continuer à être notre moi unique — un pin n'est pas un bouleau blanc, et vice versa. C'est ce genre de sagesse que nous devrions poursuivre.

**Parlez-moi de la campagne que vous menez pour rebaptiser la promenade Sir John A. Macdonald à Ottawa, et du succès que vous avez déjà remporté en renommant le sentier d'hiver Sir John A. Macdonald le long de la rivière des Outaouais.**

À l'époque [en 2012], alors qu'un débat sur le

changement de nom de la [promenade de l'Outaouais] était en cours, j'aurais été heureux qu'elle s'appelle la « promenade des Anishinabes ». À l'époque, je pensais que les Anishinabés avaient combattu aux côtés des militaires britanniques pour empêcher les Américains d'entrer au Canada pendant la guerre de 1812. Il faudrait une marque de reconnaissance pour honorer ces guerriers. J'aurais été favorable à l'idée de nommer la promenade en leur honneur. Mais [le ministre conservateur de l'époque] John Baird a réussi à convaincre la CCN de la nommer « promenade Sir John A. Macdonald ». C'était blessant. Je déteste voir ce panneau. J'essaie de ne pas le regarder. Pour moi, c'est déplorable. J'ai donc entrepris de faire participer les gens, en écrivant des lettres, en établissant des contacts... Selon ce que j'ai compris, la CCN envisage de procéder au changement... mais lors de la prochaine Journée du chandail orange, je dirigerai une marche qui bloquera la promenade Sir John A. Macdonald pendant quatre ou cinq heures — et je le ferai annuellement jusqu'à ce que le nom change. La situation est très sérieuse. En territoire algonquin Anishinabe, c'est la plus importante des offenses.

**Vous avez déjà connu un certain succès avec le Sir John A. Macdonald Winter Trail, un parcours de ski de fond populaire, le long de la promenade, qui a été rebaptisé Kichi Sibi Winter Trail, d'après le nom algonquin de la rivière des Outaouais. Comment en est-on arrivé là ?**

Le gestionnaire du sentier m'a entendu parler quelque part ou a lu un de mes écrits, et cela l'a fait réfléchir. Il pensait que le nom du premier Premier ministre du Canada n'avait aucun sens, en raison de son caractère offensant pour les Premières nations. Ils ont donc changé le nom. Une cérémonie a eu

lieu — nous nous sommes purifiés et nous avons prononcé une allocution. Il y avait de la solidarité et des poignées de main. Ils espéraient que le changement de nom du sentier amènerait la CCN à changer également le nom de la promenade.

**Considérez-vous cela comme un exemple de réconciliation?**

Oui, c'est le cas. C'est un grand exemple. Ce sont des personnes d'origine européenne qui se réunissent et disent : « Faisons ce qui est juste. » Ils le disent parce qu'ils respectent les peuples indigènes. Et j'ai ressenti ce respect lorsque nous avons célébré cette cérémonie. C'est la réconciliation. J'ai su au fond de moi que c'était un grand pas dans la bonne direction. Je sais qu'il ne s'agit que d'un sentier. Mais il est emprunté par un grand nombre de personnes.

**Il existe des centaines de nations autochtones, du Pacifique à l'Atlantique en passant par l'océan Arctique, chacune ayant des perspectives distinctes. Mais en règle générale, comment pensez-vous que les peuples autochtones contemporains perçoivent le Canada et leur avenir au sein de cet État-nation? Est-ce vraiment la meilleure façon d'envisager l'avenir?**

J'ai récemment écrit un blog sur le drapeau. Avec la Feuille d'Érable, nous y voyons un symbole

d'espoir de réconciliation, de respect et d'honneur pour tous les citoyens de ce pays. Je vois dans notre drapeau le cœur de Terry Fox, par exemple. Lorsque je regarde le drapeau canadien, je vois mon jeune frère qui a servi dans l'armée pendant trois ans sur le cuirassé Saskatchewan. Il était prêt à risquer sa vie pour le Canada — n'importe quand, n'importe où, peu importe la mission. Mais il a été tué à l'âge de 25 ans par un conducteur ivre. Il y a donc du bon dans le drapeau que nous arborons aujourd'hui. Il incarne véritablement l'espoir d'une réconciliation sincère, d'une relation honorable entre le citoyen canadien ordinaire et l'autochtone typique de souche. Un grand nombre de personnes se déclarent d'abord Algonquins ou Ojibways, et c'est de cette manière qu'elles entendent vivre leur vie. Il n'y a rien de mal à cela. Je ne connais pas toutes les paroles de l'hymne national. Je ne l'ai certainement jamais chanté, et je sais que je ne le ferai jamais. Mais cela ne signifie pas pour autant que je ne respecte pas et n'honore pas ce que les honnêtes citoyens de ce pays défendent. Parce que je suis de leur côté... Lorsque je me lève pour l'hymne national. Je ne me lève pas pour l'histoire du Canada — le gros mensonge. Je me lève pour ces braves gens. Mais je ne pense pas que quiconque objectera à mon droit ou à mon sentiment de devoir soutenir ma nation avant même de m'identifier en tant que Canadien.

# COMMENT VIVRE ENSEMBLE ICI, SUR CETTE TERRE, À CETTE ÉPOQUE ?

DAVID NEWHOUSE

---

David Newhouse est un Onondaga de la communauté des Six Nations de Grand River, près de Brantford, en Ontario. Il est professeur d'études indigènes et président de la Chanie Wenjack School for Indigenous Studies depuis 1993. Il a été le premier directeur du nouveau Peter Gzowski College de l'Université Trent. Il est également professeur à la School of Business et coprésident du Trent Aboriginal Education Council. En 2016, il a reçu le Trent Award for Education Leadership and Innovation. Il est le rédacteur fondateur du *CANDO Journal of Aboriginal Economic Development*, publié par le Conseil national pour l'avancement des officiers de développement autochtones.

Il s'agit de la première revue universitaire évaluée par les pairs et, consacrée aux questions de développement économique autochtone. Le professeur Newhouse a assumé les fonctions de conseiller scientifique pour le comité d'évaluation de la recherche sur la santé des peuples autochtones des Instituts de recherche en santé du Canada et celle de directeur national du projet « Réseau de recherche autochtone en milieu urbain » du CRSH. Il est l'auteur de *Aboriginal Knowledge for Economic Development* (2013), co-auteur de *Well-Being in the Urban Aboriginal Community* (2012) et co-éditeur de *Hidden in Plain Sight: Aboriginal Contributions to Canada* (2011).

*Ce qui suit est la transcription éditée d'un entretien avec le professeur Newhouse réalisé par le journaliste et professeur de l'Université Carleton Randy Boswell, éditeur invité de ce volume. L'entretien a eu lieu durant la visite du pape François au Canada, en juillet 2022.*

Q. Le Souverain Pontife, en visite au Canada, a reconnu la tragédie des pensionnats et le rôle de l'église catholique dans ce système. Il a déclaré: « Je demande humblement pardon pour le mal » perpétré contre les peuples indigènes. Peut-on

éprouver un sentiment de satisfaction à l'idée que de tels mots aient été prononcés, enfin ?

R. Je considère qu'on y est presque.

Il décrit les pensionnats comme étant diaboliques, et a demandé le pardon au nom de l'église... C'est très inhabituel. Dans la théologie catholique romaine, l'église ne peut faire aucun tort, c'est le peuple qui est à blâmer. Par conséquent, le fait qu'il demande pardon au nom de l'Église, et devant Dieu, est une déclaration incroyablement puissante.

**Vous avez souvent parlé de l'utilisation du wampum à deux rangs comme cadre d'interprétation et d'éthique pour réfléchir à l'histoire et aux relations entre les peuples autochtones du Canada, et comme moyen d'aborder la réconciliation. Pourriez-vous nous en parler ?**

L'année dernière, j'ai commencé à enseigner un cours en études canadiennes... Je me suis demandé comment aborder le sujet, car le cours était conçu pour parler du Canada, sous toutes ses formes. Et j'ai décidé d'essayer de suivre — si possible — une approche autochtone. Je suis Onondaga, je viens des Six Nations de la rivière Grand. Et j'ai grandi dans la maison longue des Six Nations. J'ai également grandi au sein de la Confédération. Mon père était (un Chef) au sein de la Confédération. Et ma famille travaille depuis près de 100 ans avec des anthropologues pour les sensibiliser à ce que nous sommes et à quelques-unes des idées que nous exprimons et qui animent notre action politique. Ouais. Et l'une d'entre elles est le principe du Guswentah, le Wampum à deux rangs. Le wampum à deux rangs est la représentation d'une relation — dans ce cas, la relation entre les Hollandais et les Iroquois, les Haudenosaunees. Elle est devenue une sorte de symbole ou de cadre à partir duquel on entrevoit la relation entre les peuples autochtones et les Européens.

**Il s'agit donc d'une relation qui a été amorcée avec la colonisation de ce que j'appelle la région de New York par les Hollandais ?**

C'est exact. Donc, il a des origines. Robert Williams, qui est un spécialiste des Amérindiens, parle de Guswentah et du Two-Row Wampum comme étant la philosophie politique commune des premiers indigènes. J'ai donc repris cette idée et j'ai dit: «OK, pouvons-nous penser au Canada à travers la lentille de Guswentah? Pourquoi? Parce que selon Guswentah, ces gens se réunissent dans une relation — il y a deux rangées parallèles qui représentent les deux partis, et il y a une série de perles entre les deux rangées qui représentent un ensemble de valeurs — la paix, l'amitié et le respect et diverses autres interprétations de ces valeurs. Mais ce qu'elles font, c'est qu'elles créent un espace éthique, ou une relation. Elles proposent également les principes éthiques directeurs d'une relation. Et donc, c'est ainsi que j'ai commencé à considérer le Canada — le Canada comme cet espace éthique, c'est-à-dire dans chacune de ses diverses dimensions, et que j'ai tenté de formuler ce que j'appelle la question de Guswentah: Comment faire pour mieux cohabiter dans cet endroit, sur cette terre, à cette époque?

Et donc, nous cherchons la réponse à cette question encore et encore et encore et encore. Un jour, nous trouverons la bonne réponse — ou probablement pas — mais nous continuons à nous interroger et à y réfléchir. Le Canada se transforme alors en une série d'espaces au sein desquels nous débattons la question de l'espace multiculturel, de l'espace pour les gays et lesbiennes, de l'espace pour les hommes et les femmes, de l'espace de célébration, de l'espace historique, etc. Et donc, ce que je constate, c'est que

le Canada est, en fait, un espace *Guswentah*. Nous avons un ensemble de valeurs qui sont interprétées de diverses façons, mais qui portent toujours sur la meilleure façon de vivre ensemble... Et donc, dans le cours, j'ai posé cette question : par où commencer? Comment répondre à cette question dans les divers espaces — dans l'espace multiculturel, l'espace gai et lesbien ou l'espace *queer*? La relation qu'entretient le Canada est donc multidimensionnelle et multispatale. Et nous sommes tous dans le même bateau. Je veux dire, la Cour suprême indique que nous n'allons nulle part, aucun d'entre nous ne va nulle part. Donc, nous devons régler ça... Et la réconciliation est une façon d'essayer de répondre à cette question à nouveau. Comment pouvons-nous mieux vivre ensemble?

### Ça concorde, n'est-ce pas ?

Oui. (En enseignant un cours précédent sur la réconciliation) J'ai trouvé cette série de conférences de l'Institut Smithsonian (États-Unis) sur la réconciliation. Des Amérindiens de toute l'Amérique du Nord se sont réunis vers 2013 pour parler de réconciliation. Et en écoutant, il m'est soudain apparu clairement que les autochtones parlaient de la réconciliation en termes de relations, et de quelque chose qui était en évolution, et qu'ils évoquaient la construction de nations. Les non-autochtones, quant à eux, parlaient de la réconciliation comme d'un événement qui allait se produire à un moment précis... J'ai également constaté que lorsque j'ai parlé de réconciliation à des dirigeants d'entreprise et que j'ai tenté d'ancrer ce discours dans la colonisation, la conversation s'est interrompue. Ils ignoraient comment aborder la colonisation ou ce qu'elle signifiait. J'ai donc changé de langage. Et maintenant, je parle en termes de «long assaut» et de «grande

guérison». Et penser au temps — en considérant deux périodes historiques. Une grande partie de l'agression concerne la tentative du Canada amorcée en 1851 et qui s'est poursuivie jusqu'en 1971 — soit environ 150 ans — dans le cadre de laquelle le Canada a tenté de nous déposséder de nos terres, nos territoires, nos langues, notre spiritualité, nos connaissances — tous les aspects de notre vie, dont une bonne partie concerne les pensionnats indiens et les dommages qu'ils ont causés.

Lorsque j'ai parlé d'une «agression», les dirigeants et les cadres d'entreprise ont alors compris. Je veux dire, ce sont principalement des hommes. Ils comprennent donc le caractère physique d'une agression, et aussi le temps qu'il faut pour s'en remettre. J'ai donc parlé de la période de récupération — la «grande guérison» qui a commencé en 1971 et le retrait forcé du Livre blanc (Trudeau-Chrétien)... J'ai donc trouvé un moyen de parler de ce qui s'est passé d'une manière qui permette aux gens de le ressentir. L'étape suivante consistait à parler de la manière dont ils pouvaient se reconnaître dans la réconciliation. Et donc, j'ai parlé d'une réconciliation comprenant quatre éléments. L'un d'eux est l'équité, c'est-à-dire l'amélioration des conditions de vie des autochtones de sorte qu'ils deviennent semblables aux autres Canadiens, en matière d'éducation et de revenu, etc. Le deuxième élément est ce que j'appelle l'harmonie, c'est-à-dire se concentrer sur l'amélioration des relations raciales — en utilisant ce cadre, ou l'amélioration des relations culturelles.

Et la troisième était la restauration et la reconstruction des nations indigènes. Il s'agissait de faire en sorte que l'autodétermination et la souveraineté figurent dans les discussions. Et la

dernière était ce que j'appelle des conversations critiques sur le Canada. Il a été question de savoir à quoi ressemblait le Canada s'il était composé de nations autochtones... Je me suis efforcé de trouver un moyen d'aider les gens à se situer dans cette conversation nationale. Et je le qualifie de projet national, car il s'agit du plus grand projet depuis la construction du chemin de fer. Mais il part d'une prémisse autochtone, d'une vision autochtone, d'un ensemble d'idées qui proviennent de notre propre patrimoine intellectuel.

**Et qui ne considère pas la réconciliation comme une opération ponctuelle, un simple échange de poignées de main.**

C'est vrai... un processus continu.

**Vous avez fait référence à des situations de crise qui surviennent régulièrement, comme ce dont nous avons été témoins aujourd'hui et au cours de la dernière année et demie environ, au sujet des pensionnats. Il y a également eu des controverses au sujet des monuments commémoratifs et des statues, ainsi que des débats au sein de la Société historique du Canada. Comment voyez-vous ces controverses et ces différents dans ce long contexte que vous avez décrit ?**

Je le considère de deux façons. La première, je suppose que je la regarde à travers ma lentille sociologique. Je parle de turbulence, de périodes de turbulence. Je considère cela comme la lutte pour un « bon esprit ». Dans la philosophie ou la psychologie iroquoise, nous avons ce concept appelé « bon esprit ». Et un bon esprit est celui qui possède un équilibre entre la raison et la passion, qui aspire toujours à la paix, qui recherche toujours la paix. Et

lorsque vous pratiquez cela, ce qui se passe, c'est que vous rassemblez des gens qui ont des idées différentes, qui ont des pouvoirs différents. Pour la première fois, des idées autochtones se sont présentées à la discussion, de même que des visions autochtones de ce que les relations devraient être. Les Européens, depuis 500 ans, font des choses en se basant sur la doctrine de la conquête. Nous traversons actuellement une période de turbulence qui va durer environ un demi-siècle, alors que nous nous efforçons de trouver un moyen de rééquilibrer et de restaurer la situation. Quelquefois, la situation sera civile. Parfois, elle sera violente. D'autres fois, ce sera un défi, n'est-ce pas ? On trouvera peut-être des points de convergence. Et d'autres fois, il y aura des points de désaccord. Mais cette période sera marquée par un débat intense, des délibérations et des échanges. Quelque chose de nouveau en sortira également.

**Une réaction, qui a pour effet d'étouffer les conversations sur ces questions, consiste à dire que détruire des statues et renommer des monuments revient à « effacer l'histoire ». Il s'agit d'un argument visant à résister au changement. Que pensez-vous de cette conception de la question ?**

Nous devons nous rappeler que les marqueurs historiques et autres monuments sont issus d'une perspective particulière, mais qu'ils n'incluent pas une vision autochtone. Ils ont donc été conçus pour commémorer ou honorer plus particulièrement des personnes qui ont fait — dans de nombreux cas — de bonnes choses ou qui, dans certains cas, ont également contribué à la destruction des peuples, des terres et des territoires autochtones. Ces monuments ne présentent donc pas cette partie de l'histoire. Par conséquent, la question se pose de



savoir de quelle manière on peut présenter cette partie de l'histoire. Les deux parties de l'histoire sont indispensables. Et le débat se situe à ce niveau. Je pense à Duncan Campbell Scott. Nous devons donc trouver des solutions. Il faut comprendre que l'histoire est un ensemble d'histoires sur lesquelles nous nous interrogeons. Ce n'est pas une seule histoire.

**Mais les statues ont tendance à être un seul objet, n'est-ce pas ?**

C'est vrai — et donc la représentation d'un point de vue particulier, et d'un ensemble particulier de pouvoirs. C'est vrai. Et les gens s'attachent beaucoup à elles... Certains d'entre nous se sont rendus à la Nouvelle-Orléans. On a pris le train depuis Chicago. C'était un sacré voyage. J'ai une amie qui y habite. Elle nous a emmenés voir le Ninth Ward, et les ravages causés par les inondations. Ouais. Mais aussi quelques sites où les statues ont été retirées — et elle nous a raconté comment cela s'est passé. Ces statues, qui étaient pour la plupart des généraux et des soldats confédérés, ont dû être enlevées au milieu de la nuit. Des tireurs d'élite devaient surveiller les bâtiments qui les entouraient pour les retirer.

N'est-ce pas ? Les gens étaient fortement attachés à la vision de l'histoire que ces monuments représentaient. Et les changer, selon eux, signifiait effacer leur histoire et la dénigrer. Nous devons donc chercher un moyen de négocier cet espace. Je me suis intéressé à certains des monuments et aux plaques qui s'y trouvaient. Ils ne témoignent pas toujours de l'esclavage perpétré. Nous avons visité le marché d'esclaves le plus important, et il n'y avait absolument rien — pas de plaque, rien. Nous avons été à la Plantation Whitney. La Plantation Whitney présentait un aspect qui m'a beaucoup plu, à savoir la volonté de mettre l'accent sur les esclaves. Ainsi, on ne pénètre pas dans la plantation par la grande maison, mais par les quartiers des esclaves. Les visiteurs n'arrivaient dans la grande maison qu'à la fin d'une visite de deux heures environ. C'est à travers les yeux des esclaves que vous découvrez la plantation. Cette façon de procéder établissait un bon équilibre avec les événements. Sans ignorer les propriétaires de la plantation, mais en les situant à l'arrière-plan, on soulignait l'histoire de l'esclavage, leur vécu. La plantation est ainsi comprise et son histoire est plus complexe. On ne peut s'empêcher d'être ému.

# ON NE PEUT EFFACER L'HISTOIRE, ON EN TIRE DES LEÇONS

CLAUDETTE COMMANDA

---

Claudette Commanda est une aînée algonquine anishinaabe de la Première Nation Kitigan Zibi Anishinabeg au Québec. Ancienne étudiante des facultés de droit et des arts de l'Université d'Ottawa, elle a consacré les 35 dernières années à la promotion des peuples, de l'histoire, de la culture et des droits des Premières nations, sous de multiples statuts, en tant qu'étudiante de l'Université d'Ottawa, professeure, membre et présidente du conseil de l'éducation autochtone, et par le biais de conférences publiques. En sa faculté d'aînée en résidence, elle a agi comme conseillère spéciale sur la réconciliation à la faculté de droit de l'université. En juillet, après avoir siégé au conseil d'administration de l'Université d'Ottawa, elle a été nommée première chancelière autochtone de l'université, pour un mandat de quatre ans, et entrera en fonction le 9 novembre.

Mme Commanda a enseigné à l'Institut d'études féministes et de genre de l'université d'Ottawa, à la Faculté d'éducation, à la Faculté de droit et au Programme d'études autochtones, incluant des cours sur les femmes des Premières nations, l'éducation autochtone, les peuples et l'histoire des Premières nations, les traditions autochtones et la décolonisation. Elle est la directrice générale de la Confédération des centres éducatifs et culturels des Premières nations, une organisation nationale qui protège et promeut la culture, les langues et les connaissances traditionnelles des Premières nations. Elle est également PDG de la McLean Day Schools Settlement Corporation, qui gère un fonds de 200 millions de dollars créé dans le cadre du règlement de 1,47 milliard de dollars conclu entre le gouvernement fédéral et les survivants et descendants de victimes forcées de fréquenter les externats indiens gérés par le gouvernement. Elle a été intronisée à la Common Law Honour Society, a siégé pendant deux mandats au conseil des gouverneurs de l'Université des Premières Nations du Canada et pendant trois mandats au conseil de bande de Kitigan Zibi. En mars 2020, elle a reçu le prix Indspire 2020 pour la culture, le patrimoine et la spiritualité.

*Ce qui suit est la transcription éditée d'une interview de Claudette Commanda réalisée en juillet par Randy Boswell, journaliste et professeur à l'Université Carleton, éditeur invité de ce volume. L'interview a été réalisée lors de la visite au Canada du pape François, au cours de laquelle il a déclaré : « Je demande humblement pardon pour le mal commis par tant de chrétiens contre les peuples indigènes. »*

**Q. Que pensez-vous de la présence du pape ici, et de sa déclaration, cette semaine ?**

R. D'abord, je tiens à préciser que je ne suis pas une survivante des pensionnats. Et le Pape était ici pour s'excuser auprès des survivants des pensionnats. Je suis une survivante des écoles de jour. Mais je suis aussi une Algonquine, membre des Premières nations de ce pays appelé Canada — ou ce que nous appelons l'île de la Tortue — et, pour être honnête, la visite du pape ici, n'a fait aucune différence pour moi — qu'il soit venu au Canada ou pas et qu'il ait présenté des excuses ou pas. Cependant, je sais qu'il y a des survivants des pensionnats qui avaient besoin d'entendre ces excuses. Et beaucoup d'entre eux se sont demandés pourquoi il en était ainsi. Parmi les survivants de ma propre famille, la venue du Souverain Pontife et ces excuses n'ont fait que rouvrir bien des blessures, et tant de souvenirs, de souffrances et de douleurs... Je ne les appellerais même pas des écoles. C'étaient des institutions de génocide, d'assimilation, d'abus et de torture... L'objectif premier était d'anéantir la langue, la culture et la spiritualité. Et quelle meilleure façon de le faire que de s'en prendre aux enfants ?

**La protection et la restauration des langues et des cultures indigènes sont au cœur de votre travail. Pouvez-vous nous en parler ?**

Absolument, car en effet, où les survivants ont-ils trouvé leur guérison ? Où ? En revenant à la source de ce que le Créateur nous a donné : nos langues, nos lois, notre spiritualité, nos cérémonies. C'est là que notre peuple a trouvé sa paix et sa guérison. Un traumatisme est comme un deuil. On ne s'en remet jamais ; on vit avec chaque jour de sa vie. Mais on apprend à le surmonter... Puis il y a les déclencheurs.

Les souvenirs seront toujours présents. En écoutant le Pape et en observant l'audience, je me sentais tellement engourdie et à fleur de peau. J'ai dû retenir mes larmes, je ressentais ce que mes proches éprouvaient, même ceux qui, maintenant sont dans le monde des esprits...

**Comme vous le savez, les statues, les noms de lieux et autres points de repère commémoratifs font l'objet d'un débat au Canada. Ce débat s'est intensifié au cours de la dernière année : changements, résistance, controverse. Les Pères de la Confédération, comme John A. Macdonald et Hector Langevin, et plusieurs autres « patriarches » du XIX<sup>e</sup> siècle, comme Egerton Ryerson, ont été particulièrement ciblés en raison de leur association avec le système des pensionnats indiens. Comment considérez-vous cette question ?**

Je dois commencer par parler du patriarcat. C'est là que réside le problème : l'Europe est venue ici, a envahi et imposé son patriarcat à notre peuple. Nous avons toujours été une société matriarcale. Nous avons toujours inclus nos hommes, mais nos femmes ont toujours été vénérées. Puis ils arrivent ici et érigent toutes ces statues aux « Pères Fondateurs ». Pardon ? Qu'avez-vous découvert ? Nous n'avons pas été découverts. Nous sommes ici depuis des temps immémoriaux... Du point de vue des Premières nations, nous avons toujours eu nos propres formes de gouvernance, nos propres systèmes de loi et d'ordre, nos propres chefs — hommes ou femmes.

On ne peut effacer l'histoire. On en tire des leçons. Ces statues de Macdonald, par exemple. Pour commencer, ne le mettez pas n'importe où sur nos terres indiennes — numéro un. Ce n'est pas notre

saint. Admettons que vous gardiez ces statues. Les Canadiens diront: «Oh, c'est notre premier premier ministre. Oh, c'est le père fondateur de la Confédération.» Eh bien, c'est vrai. Le Canada a été créé en 1867, même si cette terre — la terre des Anishinaabe — était là bien avant 1867. Mais vous avez cette statue de Macdonald, qui évoque son rôle dans l'histoire. Mais juste à côté, il doit y avoir autre chose. Il faut dire: «Il est l'auteur des écoles résidentielles.» Et voilà ce qu'ils étaient. Vous devez aussi dévoiler cette vérité. N'effacez pas l'histoire — apprenez d'elle. Certaines personnes pourraient dire: «Claudette, pourquoi dites-vous que ces statues doivent rester là? Pourquoi? Etes-vous colonisée? Non. En fait, je veux que cela serve d'outil pédagogique pour que tous les Canadiens et le monde entier sachent ce que cet homme a fait, ainsi que Duncan Campbell Scott, et ainsi de suite.

Mais en ce qui concerne le changement de nom des rues et des écoles, oui. Il ne devrait pas y avoir d'écoles ou de rues portant leur nom. Vous les glorifiez. Vous les adorez. Vous leur rendez hommage. Non. Ce sont des hommes malveillants. S'ils étaient sincères, ils n'auraient jamais fait une telle chose aux membres des Premières nations... Si le Canada veut conserver son image prestigieuse et précieuse dans le monde international — nous vous assurerons la paix et la liberté, nous prendrons soin de vous. Vraiment? Eh bien, vous feriez mieux de vous soucier d'abord et avant tout des Premières nations de ce pays. Et vous feriez mieux d'expié votre histoire... Et je veux voir plus de statues de mon peuple, de héros des Premières nations. Au Musée canadien de l'histoire, il y a désormais une statue de l'un des plus grands chefs algonquins, Tessouat. Je veux voir des statues de Pontiac, de Tecumseh. Je veux voir les statues de tous ces grands chefs des Premières

nations qui ont contribué à ce pays.

**Votre défunt grand-père, le chef algonquin William Commanda, a fait l'objet d'une reconnaissance publique dans plusieurs points de repère de la capitale nationale ces dernières années — un bâtiment, une rue, un pont. Qu'est-ce que cela représente pour vous et votre peuple?**

C'est une validation. C'est une reconnaissance. Cela nous rend fiers. Et du point de vue de la nation, c'est une fierté et un honneur de constater que l'un des nôtres est respecté et honoré de cette manière. Cela valorise notre peuple. Nous ne représentons pas seulement une réflexion ultérieure, ou un symbole. Nous jouissons de la même valeur que n'importe quel autre Canadien. Cela permet d'éduquer. Et cela contribue à établir une relation et un dialogue. Mon grand-père croyait fermement en cela. Il disait que tout le monde a besoin d'être reconnu. Cela renforce ce qu'il était en tant qu'Algonquin. En tant que chef de notre réserve. En tant que chef suprême de l'Amérique du Nord — il possédait ce titre. En tant que gardien de notre ceinture wampum. En tant que grand aîné de la nation algonquine. Cela confirme son rôle dans la promotion de l'harmonie raciale et de la justice. Et un leader mondial, au même titre que Nelson Mandela. C'est beau et puissant. Et pour la famille, nous sommes très honorés. Et nous repensons toujours aux paroles et aux enseignements de notre grand-père. Mon grand-père était un homme de paix et de justice. Mais il disait aussi: «Ne me prenez pas pour acquis. Ce n'est pas parce que j'ouvre mon cercle ici et que j'inclus tout le monde que vous pouvez venir ici et prendre le contrôle. Et cela ne signifie pas que je vous cède ma terre, parce que ce sera toujours notre terre, et nos droits.»

**Quelle importance accordez-vous à l'histoire et aux historiens dans le projet de réconciliation ?**

Avant tout, les historiens doivent être véridiques. Si vous vous reportez au passé, les historiens qui ont écrit notre histoire, voyez comment ils ont dépeint mon peuple — d'une manière très négative. Malheureusement, le gouvernement utilise ces historiens, ainsi que les tribunaux, pour justifier et élaborer des politiques qui ont un impact considérable sur la vie des peuples des Premières nations. Il s'empare de nos terres et de nos ressources et se soustrait à ses obligations en matière de droits ancestraux, de droits issus de traités et de droits inhérents. L'histoire a été très préjudiciable.

Il est temps maintenant que les historiens révèlent la vérité. Et les historiens non-indigènes doivent travailler avec les Premières Nations. Nous avons nos propres historiens. Nous en avons toujours eu. Et ce sont nos gardiens du savoir. Ils ont appris et conservé nos histoires orales et les ont transmises à la génération suivante. Nous ne devons pas réécrire l'histoire en vue de l'effacer. Mais nous devons écrire une nouvelle histoire, pour apprendre du passé. Et les historiens devraient toujours oeuvrer avec les peuples des Premières nations. Nous devons changer les livres d'histoire. Nous devons élaborer un nouveau programme scolaire. Il est temps maintenant que « notre » histoire se substitue à « son » histoire.

**En ce qui concerne les initiatives prises en faveur de la réconciliation, êtes-vous optimiste ou pessimiste quant à l'avenir du pays ?**

L'espoir est gratuit. C'est un grand don que le Créateur a fait à chaque être humain. Et nous

devons toujours garder l'espoir. Et je suis remplie d'espoir. Mais une petite partie de moi reste prudente. Cela repose sur le vécu de l'oppression, du racisme et des traumatismes. Et il faut demeurer prudent — pour dire que j'ai de l'espoir, mais il faut attendre de voir ce que seront vos actions. Si vous ne posez pas les bons gestes, tout cela n'aura servi à rien. Il y a une différence entre les bonnes intentions et les intentions justes. Il faut faire les choses de la bonne manière... Nous devons éduquer la jeune génération. Plus nous dialoguerons, plus nous multiplierons les occasions de nous raconter, plus la vérité aura l'occasion d'être exprimée — dans des articles, des tables rondes, des cercles ou tout autre type de forum — plus les choses changeront. Mais le racisme existe toujours. Et il y a encore des personnes cruelles... Parfois, il est extrêmement difficile de rester optimiste...

Nous traitons toujours avec Helen Betty Osborne. Nous continuons à composer avec J.J. Harper. Nous avons toujours à faire à Neil Stonechild. Nous nous intéressons toujours à Colten Boushie. Nous nous consacrons toujours aux femmes autochtones assassinées et disparues. Nous sommes toujours confrontés au système de protection de l'enfance. Nous sommes toujours confrontés à la perte de nos terres et de nos ressources naturelles. Et la liste est encore longue. Lorsque vous entendez certains Canadiens dire : « Ce n'est pas notre problème. Nous ne sommes pas responsables de cela. » Eh bien, vous êtes partie prenante du Canada désormais. Et ceci est votre histoire. Je me fiche de savoir si vous êtes venus ici il y a 500 ans ou il y a cinq jours, c'est votre histoire maintenant. Et vous avez tous une responsabilité en matière de réconciliation.

# A QUI APPARTIENT L'HISTOIRE QUE NOUS COMMÉMORONS DANS LES ESPACES PUBLICS ?

DUNCAN McCUE

---

Duncan McCue, journaliste émérite, est l'hôte de Kuper Island, un podcast en huit parties sur les pensionnats indiens pour CBC Podcasts. Il travaille pour CBC News depuis plus de deux décennies. En plus d'animer l'émission Cross Country Checkup à la radio de CBC, il est depuis longtemps correspondant pour l'émission d'information phare de CBC-TV, The National. McCue a fait partie d'une enquête autochtone de CBC sur les femmes autochtones disparues et assassinées qui s'est vu décerner de nombreux prix, dont le prix Hillman pour le journalisme d'enquête. En 2017, il reçoit le prix Indspire pour sa contribution au « développement public ». McCue enseigne le journalisme à l'école supérieure de journalisme de l'UBC et à l'Université métropolitaine de Toronto. Il est l'auteur d'un manuel scolaire intitulé *Decolonizing Journalism: A Guide to Reporting in Indigenous Communities*. Il est titulaire d'une bourse Knight à l'université de Stanford en 2011 et d'une bourse Southam au Massey College/université de Toronto en 2020. Avant de devenir journaliste, M. McCue a étudié l'anglais à l'université de King's College, puis le droit à l'UBC. Il a été admis au barreau de la Colombie-Britannique en 1998. Il est titulaire d'un doctorat honorifique de l'Université de King's College. M. McCue est Anishinaabe, c'est-à-dire membre de la Première nation des Chippewas de Georgina Island, dans le sud de l'Ontario.

*Duncan McCue s'est entretenu avec Randy Boswell, le rédacteur invité de cette édition de Thèmes canadiens, en juillet.*

**Q. Que pensez-vous du débat actuel concernant les statues, les noms de lieux et les autres points de repère commémoratifs au Canada, dans le sillage de la Commission de vérité et de réconciliation, du mouvement *Black Lives Matter* et des récentes découvertes de tombes d'enfants non identifiées**

**dans les anciens pensionnats indiens du pays ?**

R. Je suis tout à fait conscient des préoccupations exprimées par les gens. Cela soulève effectivement la question essentielle de savoir quelle histoire nous commémorons dans les espaces publics en

particulier. La question clé est de savoir : De quelle histoire s'agit-il ? Je ne saurais me dissocier du fait que je suis Anishinaabe, et que lorsque je me penche sur l'histoire de la ville dans laquelle je réside actuellement, Toronto, la présence de mon peuple y est absente depuis des millénaires — depuis des temps immémoriaux. Pour les plus perspicaces, nous savons que l'une des principales artères — Spadina — est originaire de (Ojibwa) ish-padinaa, qui signifie « monter » ; nous savons que Mississauga, Etobicoke, Oshawa — tous ces noms sont issus de Anishinàbemiwin. Mais le résident moyen de la région du Grand Toronto ignore que ces noms de lieux étaient fondamentaux pour mon peuple bien avant l'arrivée des colons. Notre histoire a été effacée du paysage, ici dans la ville. De même, lorsque vous vous interrogez sur les noms des rues, sur les statues que l'on voit, vous vous demandez ce qu'il en est. Eh bien, il s'agit pour la majeure partie de colons — qu'il s'agisse de Dundas ou de l'université où je suis journaliste invité, qui a été nommée pour Egerton Ryerson. Elle est maintenant connue sous le nom d'Université métropolitaine de Toronto en raison de ce rapprochement. Par ailleurs, Ryerson a été célébré pour son rôle d'éducateur. Toutefois, mettez-vous à la place d'un étudiant autochtone, survivant intergénérationnel, et apprenez le rôle qu'Egerton Ryerson a joué dans l'élaboration de la politique sur les pensionnats. On en revient donc à la question de savoir quelle histoire nous commémorons dans les espaces publics, et je comprends tout à fait que les personnes appartenant à la communauté gaie et lesbienne souhaitent une meilleure représentation.

**Qu'en est-il de la position des critiques selon laquelle l'histoire traditionnelle du Canada est en train d'être effacée ?**

Je ne crois pas que de nombreuses personnes proposent l'effacement de l'histoire. Je pense que ce à quoi ils s'opposent, c'est à sa commémoration, à sa célébration. Et qui est célébré dans ce pays — quel récit est célébré. Je comprends que le changement est difficile. En général, la plupart des gens ne passent pas beaucoup de temps à réfléchir aux noms des rues ; ils passent devant les statues et n'y prêtent pas beaucoup d'attention. Mais c'est parce qu'elles sont devenues tellement omniprésentes dans nos vies, et que nous avons adopté ce discours. Je comprends que le changement est difficile pour tout le monde et cela fait partie du sujet de tension, lorsque nous avons des discussions passionnées — voire des batailles — sur l'histoire.

**Quel rôle attribuez-vous à l'histoire et aux historiens dans la poursuite de la réconciliation ?**

Je pense que les historiens jouent un rôle crucial. On entend souvent dire : « Pas de vérité, pas de réconciliation. » La vérité est un élément important, fondamental, de ce que la Commission avait espéré être la réconciliation. Et la réalité, c'est que de nombreux Canadiens ne connaissent ni l'histoire des seuls pensionnats indiens, ni celle des contributions des Canadiens noirs, par exemple, ou encore, l'histoire des Asiatiques dans la création de ce pays, etc., etc. Elle a été occultée. Et dans de nombreux cas, ces histoires ont été activement masquées pour une raison. En ce qui concerne les pensionnats, c'est parce que les peuples autochtones ont été dépossédés de nos terres et que l'effacement de leur histoire de ces terres était une partie importante de ce processus. Le défi pour les historiens est qu'il existe de nombreuses versions de l'histoire. En journalisme, on dit toujours qu'il y a deux versions d'une histoire. En réalité, c'est simplifié. Il y a de

nombreuses versions d'une histoire... Et il existe de nombreuses versions différentes de l'histoire. Et c'est là le défi des historiens — suivre un processus factuel pour essayer de dégager un récit fondé sur une certaine cohérence.

**En matière de réconciliation, pensez-vous qu'il soit possible de concilier et de tisser ensemble des récits historiques autochtones et non autochtones sur les personnes et les lieux de ce qui est devenu le Canada contemporain ?**

Je pense que nous devons le faire. Pour citer la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Delgamuukw — qui est un cas fondamental de revendication de titre autochtone — une phrase très simple, mais profonde, figure à la fin de cette décision : « Nous sommes tous ici pour rester. » Donc, si vous acceptez cette notion, les colons ne vont pas remonter sur les bateaux et se retirer, et je ne pense pas qu'il y ait beaucoup d'autochtones qui le souhaitent non plus. Mais je pense que nous devons essayer de réfléchir, les historiens doivent essayer de déterminer comment tisser ensemble les récits. D'un point de vue autochtone, quand les contacts se sont établis, beaucoup de mes ancêtres ont dit que le tissage était possible. Ils ont certainement constaté que la coexistence était possible.

Ce à quoi ils ne s'attendaient pas, c'est que le récit autochtone soit effacé. Lorsque vous parlez d'entrelacer les récits historiques des autochtones et des non-autochtones dans ce pays, je suis convaincu que c'est possible. Mais il est nécessaire de restaurer l'équilibre. C'est ce que mes ancêtres avaient anticipé lorsqu'ils ont imaginé la ceinture wampum — qui consistait à faire passer deux canoës sur la même rivière — ou encore les traités, qui étaient

une relation sacrée et réciproque. La balance a penché d'un côté — du côté des colons, et plus particulièrement la vision britannique/eurocentrique du monde. Ce que les gens attendent des historiens, c'est qu'ils essaient de rétablir l'équilibre entre les points de vue indigènes et non indigènes sur le monde.

**Selon vous, qui est responsable de la restauration de la relation et des injustices historiques commises à l'encontre des peuples autochtones ? Par exemple, la responsabilité incombe-t-elle aujourd'hui principalement aux descendants des colons qui, jadis, ont perturbé et déplacé les communautés autochtones, parfois de manière violente ? Les Canadiens noirs sont-ils responsables de la poursuite du projet de réconciliation ? Les Juifs déplacés d'Europe après la Seconde Guerre mondiale le sont-ils ? Ce sont là des questions qui, en quelque sorte, gravitent autour de la définition d'un « colon ».**

Je ne vais pas me prononcer sur la définition du colon, car je pense que c'est en soi une question complexe. Mais ce que je dirai, c'est que je pense que tous les Canadiens ont un rôle à jouer. Ce ne sont pas seulement les hommes blancs qui ont un rôle à jouer dans ce pays. J'utilise souvent l'exemple des traités, car je suis un Indien visé par un traité. Il existe un grand nombre d'autochtones qui ne le sont pas; ils ont des terres non cédées dans ce pays et n'ont pas signé de traités. Mais mon analogie est la suivante : Nous sommes tous concernés par les traités. Si vous voulez comprendre l'histoire de ce pays, vous devez comprendre les obligations découlant des traités. Et ces obligations ne concernent pas seulement les Autochtones. Elles concernent tous les Canadiens. Donc, si vous êtes un immigrant



dans ce pays, vous avez la responsabilité, en tant que partenaire du traité, d'apprendre l'histoire et de reconnaître le rôle des peuples autochtones dans ce pays. La couleur de votre peau n'a pas d'importance, ni le fait que vos ancêtres aient participé au déplacement des peuples autochtones ou que vous soyez descendu de l'avion à Pearson hier et que vous espériez devenir citoyen.

**À votre avis, comment les peuples autochtones contemporains perçoivent-ils le Canada et leur avenir au sein de cet État-nation ? Est-ce même la bonne façon d'envisager l'avenir ?**

Je pense que sur ce point, il y a beaucoup de divergences d'opinion entre les peuples autochtones. Nous ne sommes pas homogènes, ni culturellement, ni politiquement, loin de là. Si vous parlez à un Mohawk d'Akwesasne, il aura des sentiments très différents sur sa présence au Canada, ou même sur le fait d'être Canadien. Il y a de nombreux Haudenosaunee qui ne se considèrent pas comme des Canadiens. En revanche, un grand nombre d'Autochtones ont fait la guerre au nom du Canada et portent fièrement l'uniforme des équipes canadiennes afin de participer aux Jeux olympiques en notre nom. Je pense que la très vaste majorité des membres des Premières nations ne considèrent pas se séparer du pays, mais ils considèrent qu'ils ont le droit à l'autodétermination.

**Vous avez mis au point des protocoles de « reportage dans les communautés autochtones » par le biais du site Web du RIIC et vous avez souvent parlé de la façon dont la couverture médiatique reflète souvent la mauvaise compréhension de l'histoire autochtone au Canada par les journalistes. Depuis que la Commission de vérité et**

**de réconciliation a identifié ce que les médias et les écoles de journalisme devraient faire pour remédier à ces lacunes, voyez-vous des signes de progrès ?**

Je suis plutôt positif, car je constate que des progrès ont été réalisés. Cela reflète en partie le temps que j'ai passé dans ce secteur. Je suis journaliste depuis près de 25 ans maintenant, et lorsque j'ai fait mes débuts dans le secteur, il y avait très peu de journalistes indigènes. Et je me souviens d'une époque où nous devions nous battre bec et ongles pour que le moindre contenu autochtone soit diffusé. Pour prendre l'exemple des pensionnats, nous soumettions des sujets sur les pensionnats et la réaction était la suivante : « Nous avons eu une histoire sur les pensionnats l'année dernière, avons-nous vraiment besoin de celle-ci ? Qu'y a-t-il de nouveau dans les pensionnats ? ».

Je peux vous citer de nombreux exemples de ce genre. Alors, y a-t-il des progrès ? Oui — de toute évidence, en se reposant sur des preuves. Au cours de la dernière décennie, nous observons, par exemple, Journalists for Human Rights, qui suit les reportages des médias sur les questions autochtones en Ontario, et lentement mais sûrement, nous constatons une augmentation de la quantité de ce matériel. Et il semble que la qualité du contenu soit également en amélioration. Pas suffisamment — nous sommes toujours sous-représentés dans les grands médias. Mais la situation s'améliore. Des efforts sont faits pour créer des bourses d'études pour les jeunes journalistes indigènes. Il y a désormais un prix pour le journalisme de réconciliation. Je pense que toutes ces mesures sont positives. Mais c'est deux pas en avant, un pas en arrière à bien des égards. Je peux également citer des titres

odieux parus dans mon propre secteur médiatique, truffés de stéréotypes et de clichés, et nous souhaiterions que ces journalistes soient mieux informés. Mais hélas, ce n'est pas le cas. Et nous constatons encore aujourd'hui que l'équité dans les salles de rédaction de CBC et des autres médias est loin d'être suffisante pour les journalistes et les directeurs de l'information indigènes.

**Même les historiens professionnels ne s'entendent pas sur des questions complexes et controversées, comme celle de savoir si les nations autochtones du Canada ont été victimes d'un génocide, d'un génocide culturel ou d'aucun des deux. Les journalistes, qui travaillent généralement avec des contraintes de temps et d'espace, sont souvent chargés de contextualiser des événements et des questions d'actualité ayant de profondes racines historiques. Comment peuvent-ils améliorer ce qu'ils font ?**

La réponse courte est que je compatis avec les journalistes. J'ai traversé cette situation — en fait, j'y suis encore aujourd'hui. J'ai un délai à respecter. Et je sais ce que c'est que d'avoir un délai à respecter, d'essayer de devenir un expert sur un sujet et d'en rendre compte au reste du pays — et au reste du monde à l'ère de l'internet —, d'être factuel et de bien faire les choses. Je sais combien c'est difficile. J'ai beaucoup de sympathie pour eux, car nous sommes appelés chaque jour à devenir des experts dans une grande variété de sujets. Et nous sommes doués pour cela. Nous avons établi des mécanismes qui nous permettent de neutraliser nos préjugés et de faire de notre mieux pour nous assurer que nos reportages soient factuels et équilibrés. Cela dit, nous avons tous des préjugés inconscients.

Mais ce sujet — les peuples indigènes dans ce pays — est tellement essentiel que nous devons le transmettre aux journalistes, tout comme nous transmettons les notions de calibrage des couleurs des caméras de télévision et de rédaction d'un article de fond. Le préjudice qu'ils peuvent causer s'ils ne le font pas correctement est grave, et nous l'avons vu maintes et maintes fois. Bref, je n'attends pas de chaque journaliste qu'il devienne un sage de la culture, de l'histoire et de la politique indigènes. Mais je pense que chaque journaliste devrait au moins être initié aux rudiments de l'histoire des peuples indigènes de ce pays, afin d'avoir quelques connaissances, car tous les journalistes de ce pays seront amenés à interagir avec les peuples indigènes à un moment ou à un autre de leur carrière — et ils sont susceptibles de causer des dommages s'ils se fourvoient.

Je pense que la compétence culturelle est une compétence qui peut être enseignée aux journalistes. Mais il ne s'agit pas non plus d'une formation ponctuelle — comme suivre un atelier d'une heure et hop, c'est fini. C'est un parcours éducatif que les rédactions doivent proposer à leurs journalistes et que les écoles de journalisme doivent offrir à leurs étudiants, puis leur permettre d'acquérir cette compétence et de la réactualiser quelques années plus tard.

**Votre série de capsules podcast sur l'île Kuper (Kewper) englobe l'histoire et le journalisme sur une question très présente à l'esprit de nombreux Canadiens, dans un format de narration populaire. Pouvez-vous discuter de certains des défis mentionnés ci-dessus dans le contexte de cet ambitieux projet ?**

L'un d'eux est évident: l'histoire des pensionnats indiens a été occultée et, dans certains cas, cachée. Nous avons eu une Commission de la vérité et de la réconciliation dans ce pays, et l'on pourrait dire que cette histoire est désormais accessible à tous ceux qui veulent la connaître. Mais la réalité est que les documents fondamentaux sur lesquels s'appuient ceux qui veulent creuser davantage sont encore très difficiles d'accès. Le Centre national pour la vérité et la réconciliation est le gardien de cette documentation. Il est surchargé de demandes et ne dispose pas de ressources suffisantes. Par conséquent, il est très difficile de creuser dans les documents primaires pour essayer d'obtenir des réponses à ce qui s'est passé dans plus de 100 écoles de ce pays. Dans un premier temps, l'accès à ces documents est très difficile. Dans certains cas, parce que l'Église catholique en particulier, n'a toujours pas remis de documents. Je fais souvent référence au deuxième élément dans la série de capsules, c'est que lorsque vous essayez de plonger dans les preuves historiques des pensionnats, vous êtes dans l'impossibilité d'obtenir des réponses.

Il y a deux sources de matériel; les documents officiels qui ont été conservés par les représentants de l'église et du gouvernement qui, franchement, avaient des raisons d'ignorer ou de cacher certaines des choses qui se passaient dans les pensionnats. Et puis nous avons les souvenirs des survivants, qui au moment des événements étaient des enfants. Ils ont été traumatisés. Et, nous connaissons le comportement du cerveau lorsqu'il subit un traumatisme. Ces souvenirs sont donc aussi potentiellement lourds de conséquences. Cela constitue un autre défi pour les historiens. Le troisième élément est simplement le défi du podcast. L'histoire est souvent perçue comme étant aride et ennuyeuse. Comment faire en sorte que le grand public s'intéresse à une question aussi importante de façon attrayante pour lui permettre de découvrir une histoire qu'il n'a peut-être pas apprise en cours d'histoire. C'est le défi de la narration et de bien d'autres choses.

# L'HISTOIRE N'EST PAS OBJECTIVE — ELLE NE L'A JAMAIS ÉTÉ ET NE LE SERA JAMAIS

NIIGANWEWIDAM JAMES SINCLAIR

---

Niigaanwewidam James Sinclair est Anishinaabe (St. Peter's/Little Peguis) et professeur adjoint à l'Université du Manitoba. Il commente régulièrement les questions autochtones sur les ondes de CTV, de CBC et d'APTN, et on peut trouver ses écrits dans les pages de *The Exile Edition of Native Canadian Fiction and Drama*, dans des journaux comme *The Guardian*, et en ligne avec *CBC Books: Canada Writes*. Niigaan est coéditeur de l'ouvrage primé *Manitowapow: Aboriginal Writings from the Land of Water* (Highwater Press, 2011) et *Centering Anishinaabeg Studies: Understanding the World Through Stories* (Michigan State University Press, 2013), et il est également directeur éditorial de *The Debwe Series* avec *Portage and Main Press*. En 2018, il est lauréat du *National Newspaper Award* pour sa chronique dans le *Winnipeg Free Press*.

*Ce qui suit est la transcription éditée d'un entretien avec le Dr Sinclair réalisé par le journaliste et professeur de l'Université Carleton Randy Boswell, éditeur invité de ce volume.*

**Q. Que pensez-vous du débat actuel sur les statues, les noms de lieux et autres points de repère commémoratifs au Canada ?**

R. Personne ne s'attendrait à ce que les victimes d'abus se retrouvent dans un espace honorant leur agresseur. C'est aussi simple que cela. Dans ce pays, il y a une longue tradition de reconnaissance et d'hommage aux auteurs de crimes odieux à

l'encontre des peuples indigènes, dont on célébrait les exploits en inscrivant leur nom sur des bâtiments ou en érigeant de grandes statues de pierre en leur honneur. Et il faut changer cela pour créer un espace sécuritaire. Un point c'est tout.

Si vous attendez des peuples autochtones qu'ils se réunissent pour débattre du partage des terres, de projets d'extraction de ressources ou de tout autre

sujet auquel ils doivent participer — ce qui, d'un point de vue constitutionnel, concerne tout le pays — il est inapproprié, offensant et, franchement, raciste d'attendre d'eux qu'ils se retrouvent dans une même pièce que l'auteur de leur génocide.

**Vous parlez, par exemple, d'une statue de John A. Macdonald à l'extérieur de l'hôtel de ville de Victoria, là où les dirigeants indigènes étaient censés se présenter pour discuter de la réconciliation?**

Oui, cela me fait penser aux peuples Lakota-Dakota-Nakota, qui sont contraints de voir quotidiennement, dans le plus sacré de leurs sites, dans les Black Hills, le burinage des visages des présidents, qui ont tous perpétré un préjudice ou un autre contre les peuples indigènes.

**Ah, le Mont Rushmore dont vous parlez... Comment pensez-vous que les historiens puissent aider à résoudre cette énigme que vous décrivez?**

Eh bien, continuer à ignorer et à nier le génocide, comme le font de nombreux historiens — en particulier ceux qui sont à la retraite et ceux qu'on qualifie d'émérites — n'est pas la bonne façon de procéder. Il est ironique que des individus qui ont fondé toute leur carrière sur l'étude, l'utilisation et l'engagement des peuples autochtones, décident au terme de leur carrière de ne plus les écouter et de (nier) le génocide... J'ai eu de maintes altercations avec des historiens à ce propos, et j'ai perdu des amitiés... La première chose que je dirais aux historiens est de s'écarter et de soutenir les peuples indigènes. Il ne s'agit pas d'être subjectif ou de renoncer à votre soi-disant objectivité (comme si elle avait déjà existé), mais de reconnaître que l'histoire est un processus qui se crée en collaboration,

avec de multiples perspectives et, surtout, avec les personnes concernées qui ont personnellement été confrontées aux situations et aux moments que vous évoquez.

Il est franchement absurde d'ignorer leur point de vue sur ces événements, seulement parce que vous clamez quelque chose comme : « Eh bien, est-ce que c'est écrit? » ou « Où sont les (prétendues) preuves factuelles? » ou « Où sont les archives? » — alors que nous savons tous que les archives sont unidimensionnelles, souvent rédigées du point de vue de ceux qui sont les plus incompetents, les plus ignorants et les moins en mesure de comprendre les peuples indigènes. Par ailleurs, les dirigeants de l'époque sont les sources les plus illégitimes pour expliquer le sort des peuples indigènes.

Les historiens ont donc une tâche très délicate. Mais ce travail ne devrait être confié qu'aux personnes les plus compétentes. Et, franchement, une longue litanie d'historiens constitue un des problèmes majeurs entre tous. Ils sont ignorants et refusent d'être éduqués.

**L'un des arguments souvent invoqués est que le retrait d'une statue ou le changement de nom d'un monument historique revient à « effacer l'histoire ». Que pensez-vous de cela?**

Quiconque pense que retirer une statue, renommer un bâtiment ou contextualiser l'histoire équivaut à effacer l'histoire ne comprend pas le déroulement de l'histoire. Les historiens qui prétendent que le démantèlement d'une statue est une atteinte à l'histoire ne sont pas des historiens dignes d'être entendus, car ils n'étudient pas le domaine qu'ils prétendent étudier. Par exemple, dans la ville de

Winnipeg, la statue de la reine Victoria a été modifiée<sup>1</sup>. Pendant des décennies, les Winnipegois de souche ont réclamé son changement. Comme la province refusait de les entendre, malgré les revendications pacifiques de ces dernières décennies, la statue a été modifiée. Certaines personnes disent que nous devrions avoir un monument indigène avec des peuples indigènes, honorant les peuples des Premières nations. Une statue est dédiée aux Métis, mais aucune statue ne rend hommage à la contribution des Premières nations au Manitoba. Réfléchissez-y un instant.

Au Manitoba, sur le site de l'Assemblée législative, il n'y a pas de statue qui rende hommage aux membres des Premières nations. Tout le monde est reconnu, mais pas les membres des Premières nations. Cela indique clairement la place qu'occupent les membres des Premières nations sur leur territoire. Littéralement leur lieu de naissance, le *Traité no 1*. C'est ainsi que les citoyens de Winnipeg, après avoir été sollicités par les peuples autochtones — ainsi que par les non-autochtones — ont jugé bon de se charger eux-mêmes de la modification de la statue de la reine Victoria, de manière pacifique et juste. Ils ont posé leurs mains sur la statue pour rappeler à ce pays que la reine Victoria n'était pas seulement une héroïne (pour certains), mais également un personnage qui a commis un tort considérable. Voilà l'histoire complète. C'est maintenant la statue la plus précise de l'histoire de Winnipeg — parce qu'elle fait intervenir des membres des Premières nations, des non-membres

des Premières nations et qu'elle relate un récit complet. Lorsque cette statue a été modifiée, les trains n'ont pas cessé de circuler dans la ville. Si les trains circulent, c'est grâce à des gens comme la reine Victoria et Sir John A. Macdonald. Le lendemain matin, après que la statue a été éditée, je n'ai pas regardé la ville en me disant: «Oh, les lignes de train ont disparu comme par magie.» C'est donc un parfait exemple de la persistance de l'histoire. L'histoire est toujours parmi nous. L'histoire est saine et sauve lorsqu'on remplace, renomme ou refait une statue.

**En tant qu'individu ayant étudié et enseigné l'histoire à l'université sur de nombreux sujets, comment voyez-vous le rôle des éducateurs lorsqu'il s'agit d'inculquer aux jeunes des leçons sur l'histoire du Canada et les questions autochtones contemporaines?**

La plus vaste tache et infection dans le domaine de l'histoire est l'illusion de l'objectivité. Je crois que la plupart des historiens se considèrent objectifs en quelque sorte et pensent que leur histoire n'est pas politique, qu'ils ne font pas de choix et que ces choix n'ont pas été faits de multiples façons pour eux. Ces héritages de racisme, de pouvoir et de domination, ils en ont hérité. Je pense que si davantage d'historiens réalisent qu'ils sont immergés dans un domaine subjectif, ils comprendront que l'on ne peut se contenter de traiter l'histoire comme on l'a fait pendant 50 ans, simplement parce que cela s'appelle la tradition, ou une certaine illusion

---

1 Le jour de la fête du Canada 2021, la statue a été recouverte de peinture rouge — avec notamment de nombreuses petites empreintes de mains rouges — et a été renversée en réponse à la découverte de centaines de tombes d'enfants vraisemblablement non répertoriées dans les anciens pensionnats. Des inscriptions sur la tragédie des pensionnats indiens ont été apposés contre la statue renversée. La tête de la statue de la reine Victoria a ensuite été retrouvée dans la rivière Assiniboine. En juin 2022, le gouvernement provincial a déclaré que la statue ne serait ni réinstallée ni réparée.

d'objectivité. Parce que ce n'est pas le cas. L'histoire n'est pas objective — elle ne l'a jamais été et ne le sera jamais. Par conséquent, nous avons tous la responsabilité de construire ce récit — cette histoire, ces soi-disant faits — conjointement. En faisant cela, nous parviendrons à la forme la plus complète de l'histoire qui n'a pas encore été écrite. La responsabilité des éducateurs est de lire — et pas seulement de lire ce que disent les gens qui vous ressemblent, pensent comme vous et ont les mêmes références que vous.

Lisez les témoignages de personnes qui ont été ostracisées par l'académie, de personnes qui n'ont jamais eu accès aux maisons d'édition et aux fonds de recherche dont vous disposiez, de personnes qui parlent à ceux à qui vous n'avez jamais parlé. Alors laissez-vous influencer. Faites-en sorte qu'il pénètre votre cœur, votre esprit, votre âme et votre corps. Puis partagez cela avec vos étudiants. Partagez l'expérience de ce que vous ressentez, de ce à quoi cela ressemble, de la façon dont cela change radicalement votre point de vue, celui des autres et ce que l'on appelle les archives historiques. C'est ainsi que nous commençons à transformer le contexte; c'est ainsi que nous agissons. Et lorsque nous agissons, nous passons à l'étape suivante, qui consiste à réviser notre travail précédent, à réviser le travail des autres, pour construire un meilleur environnement.

Les historiens jouent un rôle de donateur. Les peuples indigènes désirent généralement écouter et être associés à la recherche à laquelle vous avez accès grâce à vos privilèges et à vos opportunités. En travaillant avec les communautés des Premières nations, je peux vous assurer qu'elles apprécient vraiment d'entendre les anthropologues, les historiens et les archéologues écrire sur leur peuple.

Elles se réjouissent également de souligner les inexactitudes de ceux qui se sont éloignés de leur communauté et qui ont fait des généralisations grossières et des affirmations non factuelles. Mais elles apprécient l'idée d'une conversation ou d'un dialogue sur leur identité, la raison de leur présence ici et leur avenir. Les Premières nations et les peuples autochtones apprécient vraiment l'accès à cette information, car nous avons été dévastés par les pensionnats. Le fait de voir une cérémonie écrite il y a 150 ans nous aide à rétablir nos langues, nos cultures et les méthodes d'enseignement que nous utilisons pour nos enfants. J'utilise des documents d'archives dans le travail que je fais sur l'histoire et la culture des Ojibways.

C'est là où réside l'opportunité. Lorsque ces actions vous imprègnent, lorsqu'elles ont un impact sur votre quotidien — pas seulement sur le travail à l'université, mais avec vos enfants dans votre salon. Alors vous commencez à réaliser qu'il y a une opportunité ici — une opportunité jamais égalée auparavant — de refaire, de recréer et de reconstruire nos institutions éducatives dans nos façons de nous percevoir les uns les autres. On ne peut jamais « désapprendre à voir » une fois qu'on a appris à voir. Les reconnaissances territoriales en sont un bon exemple. Lorsque vous voyez un peuple ou un ensemble de peuples que l'on vous a appris à ne pas voir, vous ne pouvez plus le voir. Cela signifie que vous savez maintenant que vous partagez un territoire avec des personnes que l'on vous a appris à ignorer. Mais vous devez désormais y remédier. Vous devez rendre les terres volées. Vous devez partager les vastes richesses et ressources dont certains groupes ont bénéficié et d'autres non. Vous devez vous rendre compte que lorsque les gens souffrent dans les rues, qu'ils sont confrontés à

des problèmes de qualité de l'eau, à la pauvreté ou à la toxicomanie, ces personnes ne sont pas « ces gens-là », ce sont vos concitoyens.

**Vous êtes aussi un journaliste, un commentateur public. Comment pensez-vous que les journalistes peuvent contribuer à cette nouvelle compréhension de l'histoire du pays et à l'ensemble du projet de réconciliation ?**

Les journalistes ont eux aussi l'illusion de l'objectivité. Toutefois, je pense qu'ils le sont moins que les historiens. Je pense que les journalistes sont pleinement conscients du problème qui se pose dans ce métier. Une salle de rédaction telle qu'elle existait il y a 25 ans était très différente de celle d'aujourd'hui. Il y a des personnes racisées. Il y a des personnes LGBTQ. Il y a des personnes ayant un handicap dans cette même salle. Ces perspectives sont appréciées et bienvenues... Les Canadiens ont soif d'entendre parler des multiples perspectives de vie. Les Canadiens souhaitent entendre des récits inédits de la part de personnes marginalisées, de personnes qui n'ont jamais été dans ces salles de presse. Les médias ont réalisé — bien plus que les universitaires qui n'ont pas de marché à satisfaire — qu'il est très vendeur d'avoir des perspectives multiples. En fait, la présence de personnes de sexe, de sexualité et de race différents dans les salles de rédaction fait vendre plus de journaux. C'est très intéressant.

**Quels signes d'espoir entrevoyez-vous quant à une approche évolutive de l'histoire ?**

Le fait que la Société historique du Canada ait reconnu le génocide et qu'elle ait été réprimandée par une majorité de ses membres retraités, ou

ceux qui ne travaillaient plus dans le domaine ou ceux qui étaient hors sujet depuis des décennies, montre qu'elle a fait ce qu'il fallait — qu'elle s'est éloignée de bon nombre des problèmes endémiques de l'histoire et qu'elle se concentre désormais sur un champ d'activité beaucoup plus inclusif et précis. Je trouve que l'histoire, dans l'ensemble, est beaucoup plus précise qu'elle ne l'a jamais été dans le passé, époque à laquelle elle était peuplée exclusivement d'hommes blancs vivant dans des pièces où il n'y avait pas de peuples indigènes, ne parlant jamais, ne parlant jamais aux communautés indigènes, et qui écrivaient des ouvrages nous concernant — et par conséquent (surprise, surprise), tout était faux, ou presque. L'une des tendances les plus encourageantes que je constate dans le domaine de l'histoire est l'augmentation du nombre de femmes. Je trouve que les femmes avec lesquelles je travaille à l'Université du Manitoba sont des historiennes remarquables, des activistes tout aussi remarquables. L'augmentation du nombre d'historiens autochtones est également remarquable. Leur contribution à la discipline fait en sorte que l'histoire est plus précise, plus inclusive, et que le récit est plus complet qu'il ne l'a jamais été auparavant...

Nous devons être créatifs dans la façon de transmettre les récits historiques. Il ne suffit pas d'écrire des livres que deux ou trois personnes lisent et qui vont dans une bibliothèque où personne n'entre. Nous devons penser l'histoire de manière créative. C'est pourquoi la plupart de mes publications se font dans des institutions dites grand public qui sont accessibles aux peuples autochtones — en ligne, par le biais de romans graphiques, dans des publications accessibles comme l'Encyclopédie canadienne. Il me semble que publier un travail dans une source que peu de gens lisent n'est pas



l'utilisation la plus productive de votre temps en tant qu'universitaire. Et pourtant, c'est ainsi que nous sommes récompensés en tant qu'universitaires. Cela signifie donc que le problème se situe au niveau des universités, et non des communautés autochtones. Nous devons rejoindre les communautés autochtones; nous ne devons pas nous attendre à ce qu'elles viennent à nous, parce qu'elles ont été exclues jusqu'à il y a environ 20 minutes.

## PRÉSENTATION D'ŒUVRES ARTISTIQUES PAR JARED TAIT

---



Jared Tait est un Oji-Cree de la Première Nation de Sachigo Lake, et il a grandi à Thunder Bay, en Ontario. Il a commencé à peindre en 2019 sous le regard de son père, l'artiste Tim Tait.

Tait réalise des peintures inspirées de son expérience de vie, en lien avec sa culture, et a commencé à le faire comme un moyen pour remédier aux traumatismes du passé. Pour lui, la peinture est le meilleur moyen de rester en phase avec son côté spirituel et ses origines culturelles.